

**Les relations
entre les zones rurales
et les centres secondaires
de la région de Bouaké**

J. CHEVASSU et J. MICHOTTE

La présente étude est un travail d'équipe qui se situe dans le cadre du protocole d'accord conclu entre la République de Côte d'Ivoire et l'Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer et dont l'objet est une recherche méthodologique en matière d'analyse et de programmation régionale.

Elle constitue la première synthèse partielle des travaux effectués dans la région du Centre : l'intégration des analyses en cours de la ville de Bouaké et de sa couronne permettra ultérieurement de présenter un modèle synthétique de structure et de fonctionnement intéressant l'ensemble de la région.

Nous remercions vivement Monsieur le Préfet du Département du Centre ainsi que Messieurs les Sous-Préfets de Béoumi, Sakasso, Tiébissou, Botro, Diabo, Brobo, Didiévi et Katiola et les techniciens des divers ministères qui ne nous ont ménagé ni leur aide matérielle ni leurs conseils au cours de la réalisation de cette étude.

•••••

P l a n

Avant-Propos

Introduction

Le cadre régional d'analyse et la délimitation de la zone rurale

Première partie : Les Flux

- 1 - Les flux intra-zonaux
- 2 - Les flux intra-régionaux
- 3 - Les flux extra-régionaux

Deuxième partie : Les dynamismes et les freins au développement

- 1 - Les problèmes posés par la croissance des centres
- 2 - Les problèmes posés par les transformations des structures de production de la zone rurale
- 3 - L'utilisation des revenus et l'orientation actuelle de la consommation

Conclusion

Bibliographie

Annexes

•

Liste des cartes et graphiques

Figure 1 - Aire de vente des produits importés de Bouaké.

Figure 2 - Aire des produits de traite commercialisés par Bouaké.

Figure 3 - Aire d'achat des produits vivriers.

Figure 4 - Aire de commercialisation des produits importés et des produits vivriers entre les zones rurales et Bouaké.

Figure 5 - Principaux flux de produits vivriers.

Figure 6 - Circuit du commerce des produits importés.

•••

AVANT-PROPOS

La présente étude se propose d'apporter une contribution en matière d'analyse et de planification régionale.

A - L'analyse régionale consiste tout d'abord à mettre en évidence les interdépendances et à comptabiliser les flux à l'intérieur d'une région donnée et entre cette région et l'extérieur.

Cette démarche nécessite :

- un **inventaire** et une identification des flux afin de montrer comment s'organise la vie économique sur le plan régional et comment l'ensemble régional s'insère dans l'espace national ;
- une **présentation** dans des cadres comptables cohérents susceptibles d'être raccordés à la comptabilité nationale des informations statistiques concernant les différents secteurs d'activités.

Ces deux premières phases du travail doivent aboutir dans une étape ultérieure à l'élaboration d'un tableau des relations entre les diverses activités à l'échelle régionale.

B - Ce premier document de synthèse qui est soumis à la critique des praticiens semble devoir satisfaire trois besoins de la **planification régionale** :

- il permet tout d'abord de formuler un **diagnostic** sur les caractéristiques de structure et de fonctionnement de l'économie en mettant l'accent sur le degré d'autonomie et le niveau d'intégration des activités de la région ;
- il rend possible des **projections** concernant les effets de la localisation de projets ou des modifications de la demande finale (consommation, investissement, exportations) sur le niveau d'activité des secteurs ;
- il doit permettre une **localisation** plus judicieuse des activités et, de ce fait, faciliter l'élaboration d'une programmation régionale et la recherche d'un optimum inter-régional.

INTRODUCTION

LE CADRE RÉGIONAL D'ANALYSE ET LA DÉLIMITATION DE LA ZONE RURALE

Dans un pays où l'organisation traditionnelle de l'espace connaît un profond remodelage en fonction du nouveau découpage administratif, de la création ou de l'amélioration de l'infrastructure routière, de l'équipement des villes, de la promotion des bourgs ruraux, du lancement de vastes opérations de développement en matière agricole, de la localisation des activités industrielles, l'économiste de même que le géographe éprouvent des difficultés à utiliser les critères habituels pour cerner les contours de la région. Ceci ne doit pas amener à conclure qu'il est impossible de procéder à l'analyse de l'organisation et du fonctionnement des flux à l'intérieur d'un espace plus ou moins polarisé bien qu'il y ait encore un effort de réflexion considérable à réaliser pour pouvoir définir des méthodes d'investigation adaptées à la réalité que l'on désire observer dans les pays en voie de développement.

I - LA DÉMARCHE SUIVIE POUR LA DÉLIMITATION DE LA RÉGION DE BOUAKÉ

La définition du cadre d'analyse a nécessité le choix d'une série de critères qui ont semblé les plus significatifs pour préciser le contenu de l'espace régional et le fonctionnement de son économie.

L'aire d'influence de la ville de Bouaké recouvre un périmètre qui varie en fonction du secteur d'activité retenu.

On analysera successivement :

- Bouaké comme pôle industriel,
- l'aire du commerce des produits importés,
- l'espace desservi par les transports,
- l'aire du commerce de traite,
- l'aire d'achat des produits locaux.

A - Bouaké, pôle industriel

L'implantation à Bouaké de certaines usines de transformation de produits agricoles : industrie textile de Gonfreville, ficelleries de Bouaké, Manufacture des Tabacs de Côte d'Ivoire donnent à l'économie de la ville une dimension internationale : mais à ce niveau son poids sur le marché environnant reste limité et n'entre pas dans le cadre de notre analyse.

L'approvisionnement en matières premières de ces usines dépend pour une part de la production agricole nationale par l'intermédiaire de la CFDT et de la CAITA ; cette aire d'approvisionnement ne peut, cependant, vu la faible intensité des flux, constituer une base de départ pour une délimitation de la région.

B - L'aire du commerce des produits importés

Pour des raisons historiques et géographiques, Bouaké est devenu un centre commercial important en raison de sa localisation au centre du pays, au carrefour des grands axes routiers N-S et E-W en direction des pays limitrophes. La voie ferrée Abidjan-Niger l'a atteint dès 1913. Elle a eu un rôle primordial sur le développement de la ville.

Très tôt, les succursales des maisons de commerce européennes s'y sont installées, prolongées par un réseau de commerçants ivoiriens, libanais, maliens, voltaïques, guinéens et ghanéens. A partir de ces points de vente des circuits de redistribution se sont établis. Ils diffèrent selon les produits, biens de consommation courante, produits pétroliers, poisson du Mali et viande de boucherie par exemple.

Cependant, au cours des dernières années, cette aire commerciale s'est modifiée sous l'influence de divers facteurs :

- l'amélioration du réseau routier dans le sens N-S qui a drainé une grande partie du trafic directement vers Abidjan ;
- la transformation des relations avec les pays voisins depuis l'indépendance ;
- la croissance rapide d'Abidjan avec l'installation d'industries de transformation qui a modifié certains courants commerciaux traditionnels, en particulier celui du poisson ;
- la politique de certaines sociétés commerciales qui préfèrent que leurs clients s'approvisionnent directement à Abidjan afin de réduire leurs frais de manutention ;
- la concurrence exercée par le développement commercial de certaines villes : Korhogo dans le nord, Daloa et Gagnoa dans le centre-ouest, Yamoussoukro au sud du département du centre.

On peut distinguer, selon l'intensité des relations commerciales, trois niveaux (Figure 1) :

- . une aire limitée dont l'approvisionnement se fait à Bouaké jusqu'à concurrence de 60% des achats. Elle regroupe une population de 480 000 h, y compris Bouaké ;
- . une aire plus large qui englobe les sous-préfectures dont 30 à 60% des achats se font à Bouaké ;
- . une aire d'extension maximum qui regroupe toutes les sous-préfectures où l'influence du commerce de Bouaké se fait sentir.

Aire commerciale de Bouaké

| Pourcentage des achats effectués à Bouaké | plus de 60% des achats | 30 à 60% des achats | moins de 30% des achats |
|---|------------------------|---------------------|---|
| Sous-préfectures du Département du Centre | Bouaké | Gouitafla | Reste Département du Centre |
| | Brobo | Kouassi-Kouassikro | |
| Sous-préfectures du Département du Nord | Diabo | M'Bahiakro | Reste Département du Nord Département de l'Est Pays limitrophes Mali Haute-Volta |
| | Botro | Didiévi | |
| | Dabakala | Tiébissou | |
| | Katioia | Zuénoula | |
| | Niakaramandougou | Prikro | |
| | Béoumi | | |
| | Sakasso | | |
| | Satama-Sokoura | | |
| | Mankono | Seguéla | |
| | Tiéningbé | Dianra | |
| Kani | | | |

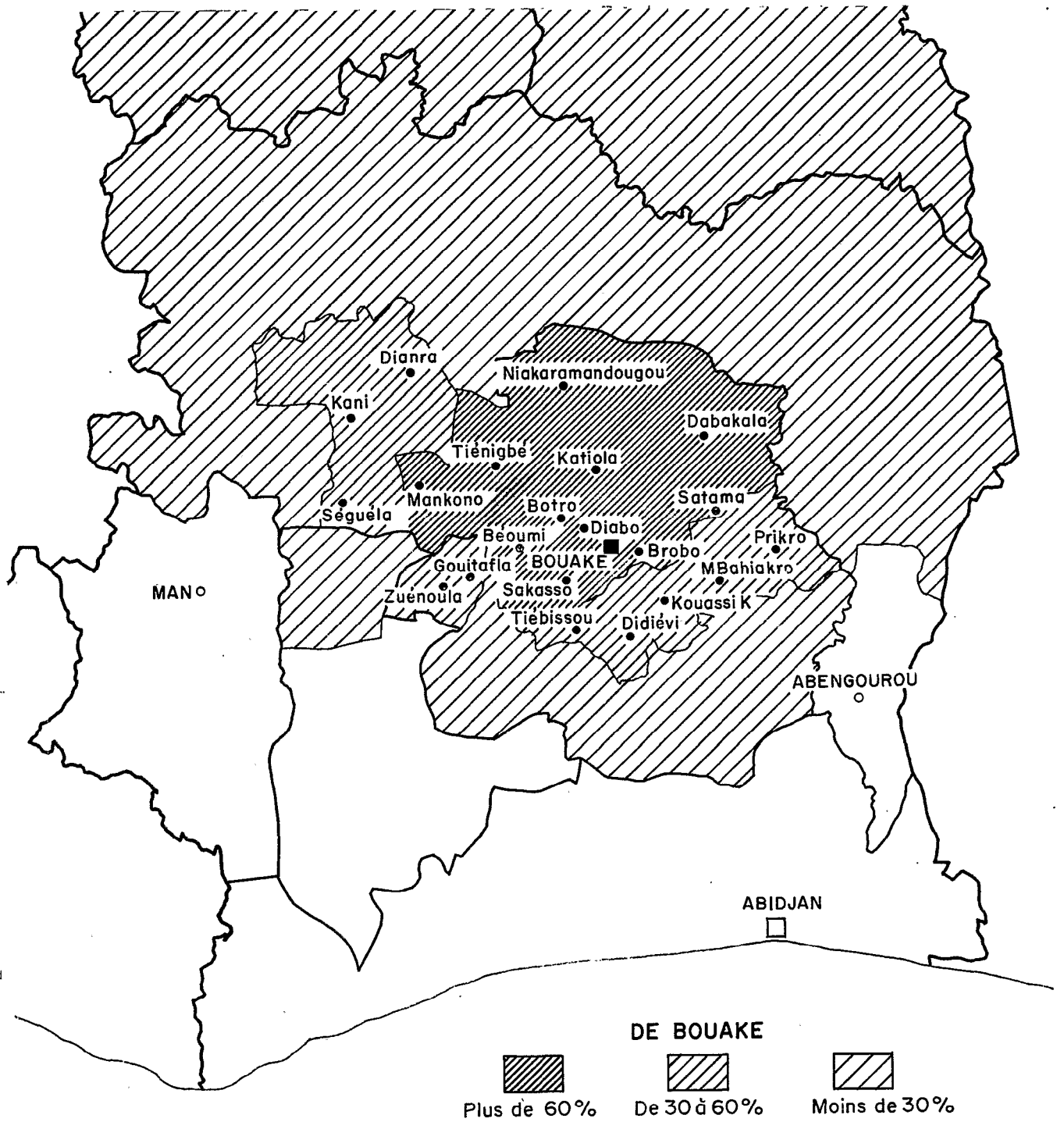


Figure 1 - Aire de vente des produits importés de Bouaké.

Cette classification montre que les relations commerciales s'effectuent dans un rayon supérieur à 100 km.

Cette fonction de Bouaké dépasse d'ailleurs largement les frontières nationales puisqu'elle s'étend aux pays voisins, en particulier au Mali et à la Haute-Volta.

C - L'espace desservi par les transports

Parallèlement à l'implantation commerciale, le parc des véhicules de transport de voyageurs et de marchandises s'est développé à Bouaké. L'espace intéressé recouvre l'aire commerciale d'extension maximum et la dépasse en ce qui concerne le transport des voyageurs en direction d'Abidjan, Gagnoa, Daloa et Man.

D - L'aire du commerce de traite (Figure 2)

Bouaké étant situé dans une zone de savane n'avait pas de vocation naturelle à devenir un centre de traite du café et du cacao. Cependant, l'installation de sociétés commerciales, l'importance du parc de véhicules lourds et l'orientation des axes routiers avaient favorisé le développement de cette activité.

Cette aire de traite est moins étendue que celle du commerce. Depuis quelques années elle s'amenuise sous l'influence des facteurs suivants :

- la réglementation de la Caisse de Stabilisation des Produits Agricoles actuellement en vigueur : à partir de Bouaké le tarif des transports des produits de la traite est le même par la route que par le rail. Il est nettement supérieur à celui qui est pratiqué dans les autres points de collecte. Les traitants ont donc tendance à évacuer les produits sans passer par Bouaké ;
- l'activité de transport des centres semi-urbains de la région a connu une relative croissance ces dernières années. Les transporteurs commerçants préfèrent généralement livrer les produits à Abidjan pour profiter des tarifs routiers et pour s'approvisionner ;
- la part croissante prise par les véhicules de gros tonnage en provenance d'Abidjan.

Aire du commerce de traite de Bouaké

| Fraction de la récolte vendue à Bouaké | supérieure à 60% | entre 60 et 30% | inférieure à 30% |
|--|---|--|---|
| Sous-préfectures | Botro Diabo Bouaké Katiola Dabakala | Sakasso Béoumi Mankono Gouitafla Tiéningbé | Didiévi Kouassi-Kouassikro M'Bahiakro Tiébissou Séguéla |

E - L'aire d'achat des produits locaux (Figure 3)

Entre Bouaké et l'espace rural environnant un réseau de relations s'est tissé dont la fonction essentielle est l'approvisionnement de la ville en produits vivriers. L'espace concerné est nettement défini par les grands marchés sur lesquels s'effectuent la majeure partie des achats par l'intermédiaire d'une classe commerçante dioula et baoulé qui réside à Bouaké ou dans les centres semi-urbains. Il s'étend sur un rayon de soixante kilomètres environ et regroupe les sous-préfectures suivantes :

- au nord : Katiola
- à l'ouest : Béoumi, Botro, Diabo
- au sud : Sakasso, Tiébissou, Diédiévi
- à l'est : Brobo.

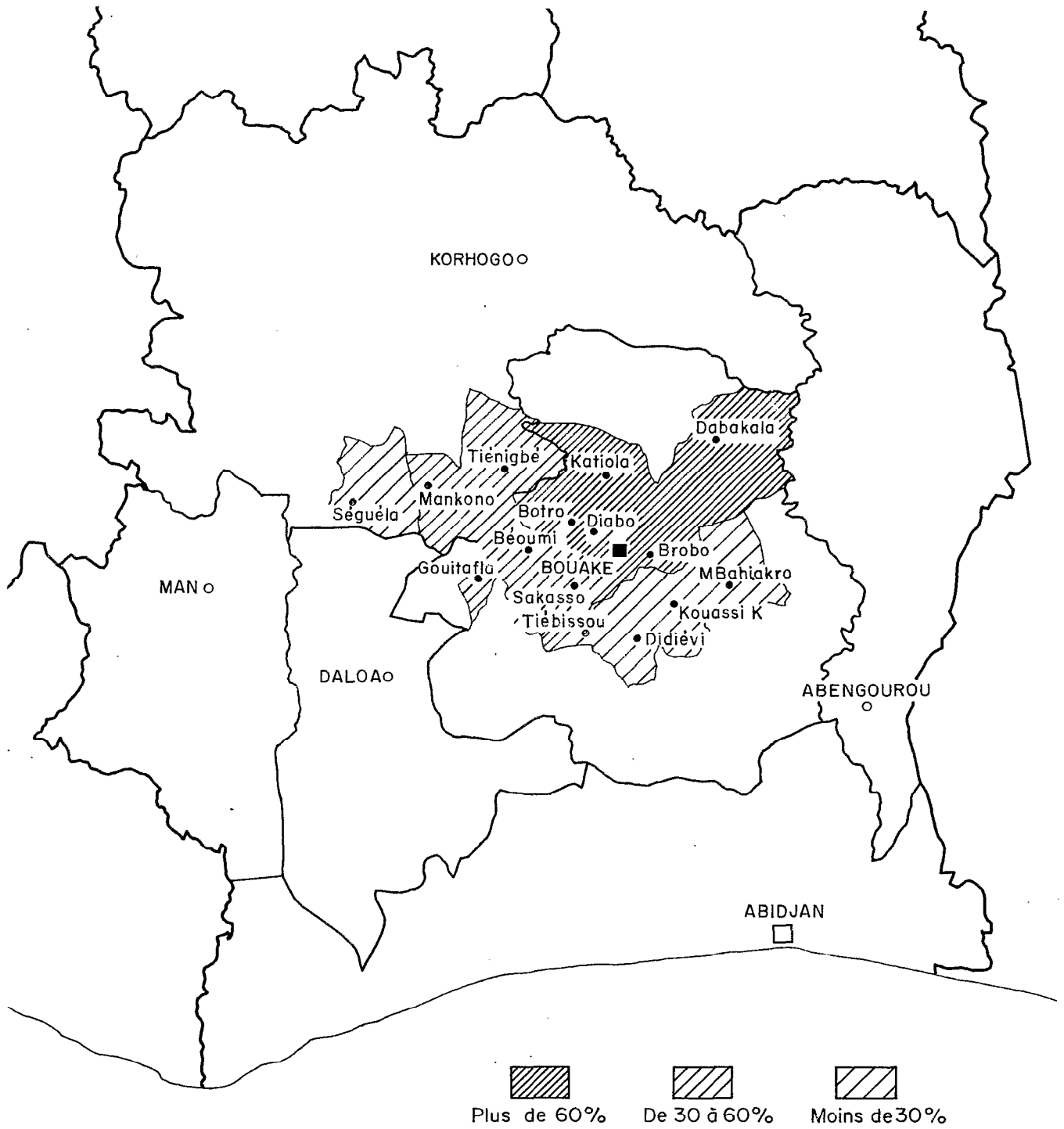


Figure 2 - Aire des produits de traite commercialisés par Bouaké.

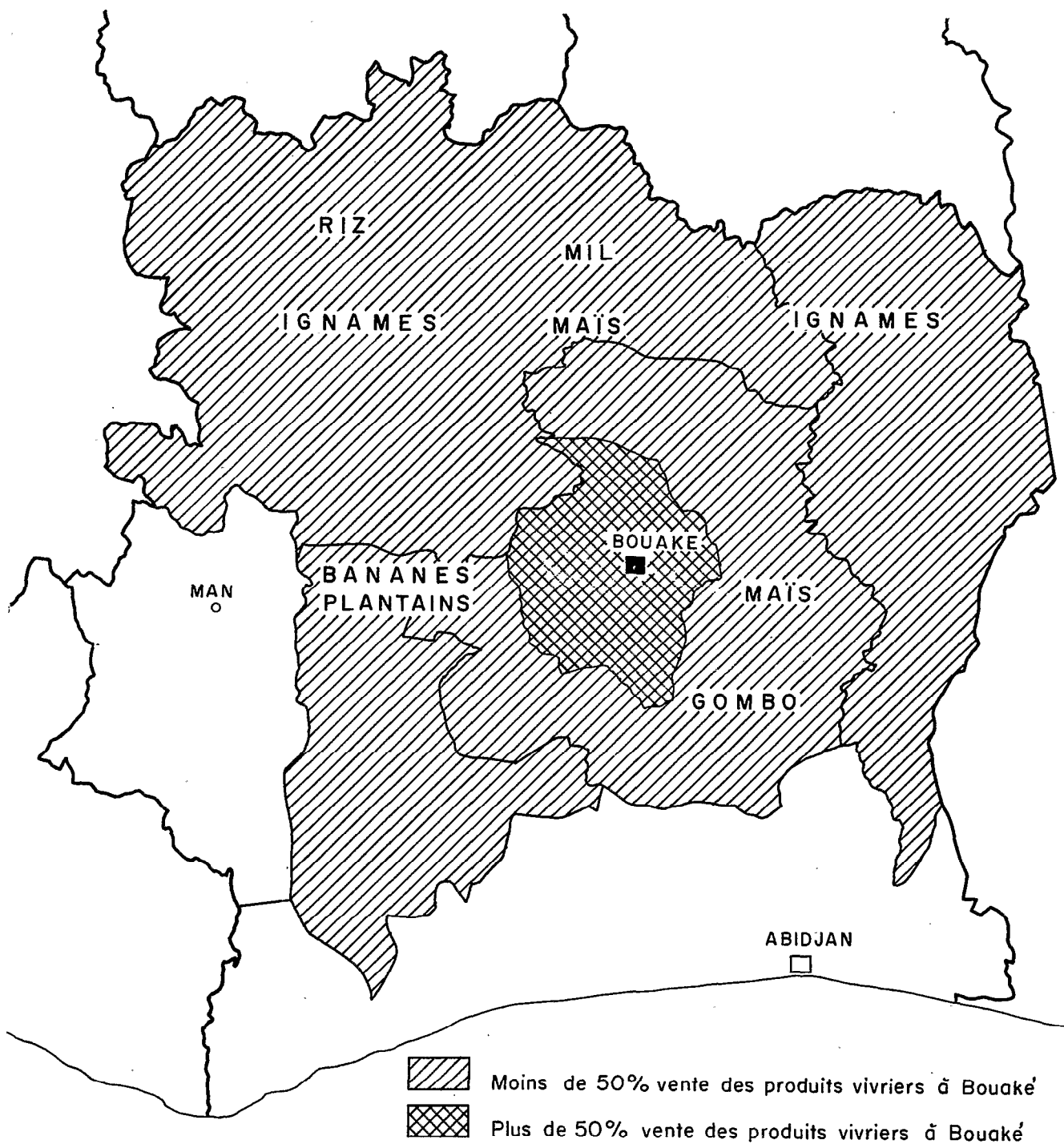


Figure 3 - Aire d'achat des produits vivriers.

Dans chaque Sous-Préfecture fonctionnent un ou deux grands marchés dont certains jouent un rôle de trait d'union ou de relais remarquable.

Cette aire d'achats des produits locaux ne recouvre qu'une partie de la petite aire du commerce des produits importés.

F - Définition de la région et délimitation de son espace rural (Figure 4)

Cette rapide analyse montre que les critères retenus délimitent des espaces de dimensions différentes qui ne se recouvrent que partiellement.

A l'intérieur de ces espaces peuvent être distingués divers types de flux réels et de flux monétaires, univoques ou réciproques.

L'identification et la mesure de ces flux peuvent être facilitées par le découpage de l'espace en zones plus restreintes, recouvrant *a priori* les limites des sous-préfectures.

La région retenue comme cadre d'analyse au terme de l'étude est définie comme l'ensemble des zones à partir desquelles les flux réciproques avec Bouaké représentent au moins la moitié des flux d'entrée et de sortie enregistrés au niveau de chacune d'elles.

Son espace rural regroupe les sous-préfectures de Katiola, Béoumi, Botro, Diabo, Didiévi, Tiébissou, Sakasso et Brobo.

II - CARACTÉRISTIQUES DE L'ESPACE RURAL

L'espace rural présente deux traits essentiels :

- il est très diversifié ;
- il est fortement dépendant de l'extérieur.

A - Les facteurs de diversification de l'espace rural

En se fondant sur les facteurs naturels, démographiques et ethniques, sur les structures de production et le développement urbain, on s'aperçoit que l'espace rural environnant Bouaké est très diversifié :

- entre le Bassin du Bandama et celui du N'Zi le milieu naturel est dominé par les savanes arborées ou arbustives sur les versants et les brousses forestières sur les plateaux. Suivant la situation géographique du terroir ou le degré de démantèlement de la vieille surface, ce sont les uns ou les autres qui l'emportent. Notons que dans le nord-ouest vers Sakasso et Tiébissou, les influences équatoriales sont plus nettes et la végétation revêt un caractère forestier plus marqué particulièrement favorable à la culture du café et du cacao ;
- cette grande diversité du milieu naturel explique l'hétérogénéité des structures de production et les écarts enregistrés dans les niveaux de revenus ;
- la densité de population varie entre 5 et 50 habitants au kilomètre carré. On observe, cependant, que toute la région est fortement affectée par les mouvements migratoires dont les causes sont à la fois d'ordre sociologique, économique et psychologique ;
- la majeure partie de la population appartient à l'ethnie baoulé répartie entre plusieurs groupes nettement individualisés. Le nord est occupé par les Tagouana et quelques villages du nord de Béoumi par les Ouan.
- cet espace rural s'organise autour de centres semi-urbains ou de bourgs ruraux qui exercent une influence plus ou moins grande sur la nature des relations avec Bouaké selon leur niveau d'équipement et leur environnement économique.

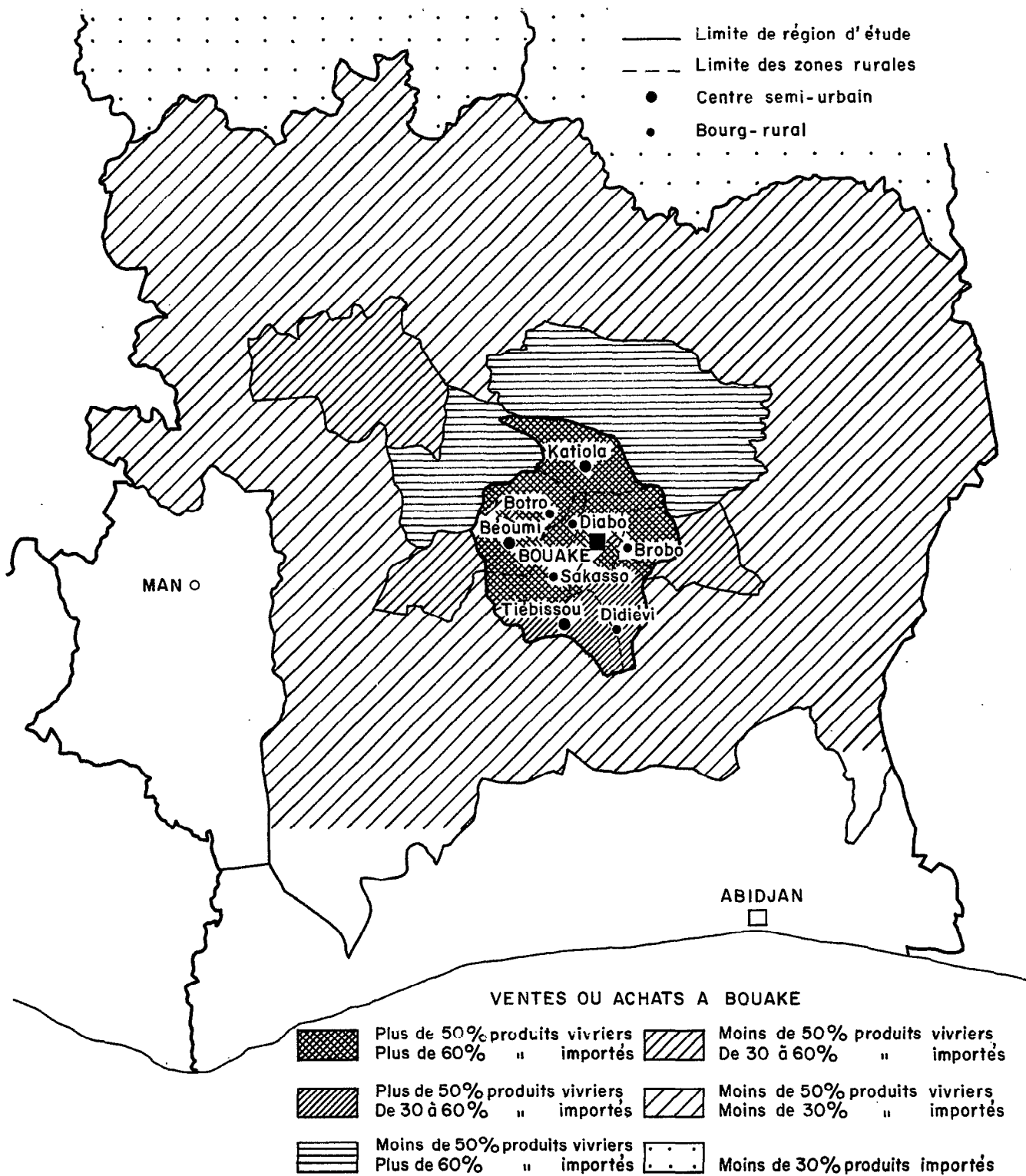


Figure 4 - Aire de commercialisation des produits importés et des produits vivriers entre les zones rurales et Bouaké.

B - L'effet de domination du sud sur l'espace rural

En raison de la faible productivité de l'agriculture et de la forte densité de population dans une grande partie de la région, d'importants mouvements de population se sont développés, dont Bouaké n'a que très peu bénéficié, et qui se sont essentiellement orientés vers les milieux rural et urbain du sud. Ces flux migratoires ont été à l'origine de flux réels et de flux monétaires dont la connaissance est indispensable pour la compréhension du fonctionnement de l'économie régionale.

PREMIÈRE PARTIE

IDENTIFICATION DES FLUX RÉGIONAUX ET EXTRA RÉGIONAUX

Dans l'étude de l'organisation et du fonctionnement de la région, trois types de liaisons doivent être privilégiées :

- 1 - les relations intra-zonales : la zone étant définie comme l'espace environnant un centre semi-urbain ou un gros bourg rural érigé en sous-préfecture ;
- 2 - les relations intra-régionales, c'est-à-dire les relations existant entre les différents espaces organisés autour des centres semi-urbains et des bourgs ruraux (relations inter-zonales) et entre ces espaces et Bouaké ;
- 3 - les relations avec le milieu urbain ou rural extérieur à la région, c'est-à-dire non dominé par la ville de Bouaké.

Entre ces différents milieux le contenu et le mécanisme des flux peuvent varier. On peut, en effet, distinguer :

- d'une part, des flux univoques et des flux réciproques ;
- d'autre part, des flux réels, monétaires et humains.

LES FLUX INTRA-ZONAUX

La région regroupe des ensembles non homogènes organisés autour de centres semi-urbains et de bourgs ruraux qui correspondent approximativement aux limites des sous-préfectures dominées par la ville de Bouaké.

- . Entre les zones rurales, les centres semi-urbains ou les bourgs ruraux se sont tissées des relations par l'intermédiaire des marchés où s'effectuent les achats et les ventes de produits locaux et importés, et à l'occasion de la traite du café et du cacao.
- . On y distingue habituellement une partie pauvre et une partie riche différenciées par les revenus tirés du café. Ces disparités de niveaux de vie sont à l'origine de flux migratoires et monétaires plus ou moins réguliers.
- . Le degré d'équipement et le dynamisme des centres semi-urbains provoquent aussi des mouvements migratoires en provenance des zones rurales.

I - LE RÔLE DES MARCHÉS RURAUX

Leur nombre et leur importance diffèrent selon les zones. C'est par leur truchement que s'établissent, d'une part, les intercommunications entre les cellules de production de la zone rurale ; d'autre part, la majeure partie des liaisons avec le centre.

Pour bien déterminer le place que ces marchés occupent dans l'organisation et le fonctionnement de la zone rurale, il convient de recourir à une typologie plus fine et de distinguer :

- les marchés intra-zonaux qui intéressent un groupe limité de villages et qui attirent environ 500 personnes ;
- les marchés intra-zonaux et à vocation régionale qui ont un pouvoir d'attraction plus grand et sur lesquels les transactions sont plus intenses. Ce sont généralement des lieux d'échanges entre les commerçants ambulants et les villageois mais aussi des points de collecte de produits vivriers pour la consommation urbaine.

II - LA TRAITE DU CAFÉ ET DU CACAO

C'est une période durant laquelle les relations entre la zone et le centre atteignent leur plus haut niveau. La commercialisation du café et du cacao a un effet bénéfique sur le transport et le commerce des centres par les flux de revenu qu'elle entraîne en faveur du milieu semi-urbain dont les principaux bénéficiaires sont :

- d'une part, les **traitants-commerçants** qui achètent le café ou le cacao et vendent conjointement les produits importés qu'ils ramènent d'Abidjan ou de Bouaké. Sur ces derniers, ils ne supportent qu'une partie des frais de transport compte tenu de la participation de la Caisse de stabilisation à l'acheminement des produits de traite vers Abidjan ;
- d'autre part, le **secteur des transports** qui jouit pendant cette période d'une demande accrue permettant en particulier un amortissement plus rapide du matériel.

La conjonction de ces divers facteurs ajoutés à l'équipement administratif expliquerait la croissance rapide d'un centre comme Sakasso au cours des dernières années contrairement à Brobo, Didiévi, Botro et Diabo.

III - LES MOUVEMENTS MIGRATOIRES INTRA-ZONAUX LIÉS AUX ACTIVITÉS AGRICOLES

Ces mouvements migratoires résultent de l'inégale répartition des sols propices à la culture du café à l'intérieur des espaces concernés. Ils sont orientés du nord vers le sud, c'est-à-dire de la savane arbustive ou arborée vers la forêt. Une fraction des jeunes des villages à prédominance vivrière partent annuellement pour une période de six mois environ louer leur force travail dans les secteurs caféiers et cacaoyers des sous-préfectures.

L'ampleur de ce phénomène varie avec l'importance des surfaces occupées par le café. Cette tendance n'est vraiment perceptible qu'à Sakasso, Tiébissou et Béoumi ; elle est, en fait, assez limitée car elle ne concerne que 8 à 11% des migrants saisonniers.

| Sous-préfectures | Migrants saisonniers totaux | Migrations intra-zonales | | Revenus monétaires procurés par les migrations intra-zonales |
|------------------|--------------------------------|-----------------------------|------|---|
| | | V A | % | |
| Sakasso | 2 710 | 309 | 11,4 | 5 716 500 |
| Tiebissou | 2 397 | 273 | 11,4 | 5 050 500 |
| Béoumi | 2 755 | 209 | 7,9 | 3 866 500 |

La faiblesse de ces chiffres s'explique essentiellement par le fait que les possibilités d'emploi sont très réduites :

- les exploitants des gros villages caféiers préfèrent employer les Baoulé appartenant à une tribu différente de la leur, ou des étrangers ;
- les Baoulé répugnent à travailler en tant que salariés. Quand ils acceptent cette condition, ils préfèrent s'éloigner le plus possible de leur groupe d'origine ;

les migrations saisonnières ayant la plupart du temps comme objectif l'exploration du terrain en vue de la création d'une plantation, le déplacement intra-zonal ne présente aucun intérêt dans la mesure où les rares terres propices à la culture du café sont déjà appropriées.

Ces flux migratoires sont à l'origine de flux monétaires de la partie riche vers la partie pauvre. Le salaire moyen par migrant étant de l'ordre de 18 500 FCFA, on obtient ainsi un volume de transfert de 14 633 000 F., soit l'équivalent de la production de 437 ha de coton (1).

IV - LES MOUVEMENTS MIGRATOIRES INTRA-ZONAUX LIÉS AU DEGRÉ D'ÉQUIPEMENT DES CENTRES ET A LEUR NIVEAU DE DÉVELOPPEMENT

A - LES MOUVEMENTS MIGRATOIRES DURABLES VERS LES CENTRES

A côté des migrations qui s'effectuent d'un point de la zone rurale à un autre, on observe un faible mouvement de population à destination du centre semi-urbain ou du bourg rural. Il ressort de la plupart des enquêtes effectuées que les centres semi-urbains et les bourgs ruraux arrêtent entre 1 et 5% des migrants. Leur répartition socio-professionnelle permet de mettre en évidence les facteurs d'attraction et constitue en même temps un excellent indicateur du niveau de développement des centres.

En se fondant sur ce critère, on peut distinguer trois types de centres :

- le premier serait représenté par Katiola, Béoumi et Tiébissou qui sont des centres anciens dotés d'un niveau d'équipement relativement élevé. Les activités liées au commerce, au transport et l'artisanat offrent quelques possibilités d'emploi. En raison de facteurs historiques et de leur localisation sur les axes importants, ces centres exercent un pouvoir d'attraction sur les migrants, en particulier les anciens élèves. En fait, ils ne sont qu'un relais provisoire entre la zone rurale et l'extérieur ;
- le second correspond à Sakasso. La mise en place de l'infrastructure administrative de la sous-préfecture a favorisé dans une première étape la création d'emplois et la venue de migrants. Ceci explique la structure socio-professionnelle actuelle du centre qui risque d'être remise en cause sous l'influence de l'accroissement démographique si les autres activités ne progressent pas (2).
- le troisième type est constitué par des centres comme Botro, Diabo, Brobo, Didiévi où les équipements ne sont pas encore développés et qui ne fixent pas les migrants, n'ayant aucun moyen de les retenir. La fonction publique constitue le seul débouché mais sa capacité d'accueil est limitée.

Ces mouvements migratoires entraînent des flux de services réciproques. Il apparaît, en effet, que les titulaires d'un emploi dans le milieu semi-urbain accueillent habituellement des membres de leur famille. Il s'agit surtout d'élèves ou de jeunes parents. En contre partie, ils reçoivent du village des produits vivriers et bénéficient d'une contribution appréciable pour les travaux domestiques.

B - LES MOUVEMENTS PÉRIODIQUES VERS LES CENTRES

Il faut, enfin, mettre l'accent sur les migrations saisonnières à destination du centre. C'est essentiellement le fait des élèves des écoles primaires et des collégiés. L'intensité de ces mouvements migratoires varie avec le degré d'équipement du centre. Les équipements à caractère collectif (écoles, hôpitaux) sont généralement implantés au chef-lieu de la sous-préfecture ; leur rôle est primordial dans les relations du centre avec sa zone rurale, de même que l'existence ou non d'un marché quotidien.

(1) Sur l'hypothèse optimiste de 1 000 kg à l'ha et avec un prix d'achat de 33,5 FCFA/Kg

(2) Cf. 2ème partie, chapitre I, paragraphe 2.

a - L'impact de l'infrastructure scolaire

Pendant la période scolaire le centre se gonfle d'une forte proportion d'élèves venant de la zone rurale ainsi que de la population des enseignants ; Béoumi et Katiola sont les plus favorisés, les élèves de la zone représentant alors 18% de la population résidant à Béoumi et 10% à Katiola contre seulement 6% à Diabo.

En effet, les élèves de la zone qui résident ou se rendent quotidiennement dans les centres utilisent la majeure partie de leur revenu (bourses ou transferts familiaux) à des achats dans le centre. A titre indicatif, les élèves de la zone fréquentant les écoles primaires du centre de Béoumi dépensent annuellement environ 7 millions pour l'alimentation et les produits courants.

b - L'impact de l'infrastructure administrative et sanitaire

Par ailleurs, les villageois sont appelés à se rendre au centre pour des raisons administratives, judiciaires et sanitaires. Ces déplacements s'effectuent la plupart du temps le jour de marché. Leur durée est extrêmement variable.

La présence de cette population temporaire exerce une grande influence sur les diverses activités du centre, en particulier sur le transport, le commerce et les services.

c - La fréquence des marchés

Les relations entre la zone et le centre dépendent du caractère quotidien ou hebdomadaire du marché.

- Dans le premier cas, elles sont intensifiées mais elles n'intéressent que les villageois résidant dans un rayon de 10 km environ qui peuvent s'y rendre à pied pour commercialiser leurs produits. Les marchés de Katiola, Béoumi et Tiébissou font partie de cette catégorie. Cette couronne s'agrandit une ou deux fois par semaine à l'occasion des grands marchés.

- Dans le second cas, la majeure partie des échanges entre le centre et la zone se réalisent lors du grand marché hebdomadaire. Toutefois, un embryon de marché quotidien apparaît dans quelques-uns de ces centres en voie d'équipement, en particulier à Sakasso.

V - LES FLUX DE BIENS ET SERVICES ENTRE CENTRE ET ZONE

A - LES FLUX DE PRODUITS VIVRIERS DE LA ZONE VERS LE CENTRE

Les achats du centre à la zone sont limités pour deux raisons :

- la proportion d'agriculteurs résidant dans le centre est élevée. Elle atteint environ 66% des actifs dans un bourg rural tel que Brobo, elle est comprise entre 34 et 60% dans les centres semi-urbains ;
- la différenciation socio-professionnelle n'est pas encore très nette, beaucoup d'artisans sont aussi agriculteurs ; certains commerçants et fonctionnaires ont un champ de vivriers. Ils sont parfois même offreurs.

Une étude des paniers des consommateurs à la sortie des marchés a néanmoins permis d'établir un budget type des urbains dont la profession principale n'est pas l'agriculture.

**Répartition de la consommation finale moyenne des urbains
(par personne et par an)**

| Produits | Valeur (F.CFA) | % |
|--|----------------|-------------|
| 1 - Alimentation | | |
| produits locaux | 10 300 | 32,5 |
| 2 - Alimentation importée | | |
| poissons | 1 800 | 5,7 |
| volaille-viande | 900 | 2,8 |
| riz | 1 600 | 5,1 |
| pain | 1 800 | 5,7 |
| huile | 900 | 2,8 |
| sucre | 1 200 | 3,8 |
| sel | 200 | 0,6 |
| farine | 200 | 0,6 |
| lait | 200 | 0,6 |
| divers | 200 | 0,6 |
| Total alimentation importée | <u>9 000</u> | <u>28,4</u> |
| 3 - Boissons importées | | |
| vin | 1 000 | 3,2 |
| divers | 800 | 2,5 |
| | <u>1 800</u> | <u>5,7</u> |
| 4 - Autres produits consommation courante | | |
| pétrole | 1 200 | 3,8 |
| cigarettes, allumettes | 900 | 2,8 |
| savon, produits | 1 150 | 3,6 |
| vêtements, chaussures | 4 500 | 14,2 |
| articles ménagers | 1 500 | 4,7 |
| articles scolaires | 300 | 1,0 |
| pharmacie | 1 000 | 3,2 |
| | <u>10 550</u> | <u>33,3</u> |
| TOTAL produits importés : 9000 + 1800 + 10550 = | | |
| | 21 350 | 67,4 |
| TOTAL GÉNÉRAL : 21 350 + 10 300 = | | |
| | 31 650 | 100 |

L'achat moyen annuel de produits locaux par urbain s'élève à environ 10 300 F.CFA, soit 32% de leur consommation finale.

Selon l'importance relative des agriculteurs du centre, les achats à la zone sont plus ou moins élevés :

- 38% des achats du centre à Katiola et à Botro ;
- 82% des achats du centre à Béoumi, Tiébissou ;
- entre 70 et 75% à Sakasso, Brobo et Diabo.

Origine des achats de produits ruraux par les centres*
(en millions de F.CFA)

| Centre | Achat total du centre | Achat au centre | Achat à la zone | Achat à l'extérieur |
|------------|-----------------------|-----------------|-----------------|---------------------|
| Katiola | 71,0 | 28,0 | 27,0 | 16,0 |
| Béoumi | 55,0 | 10,0 | 45,0 | — |
| Tiébissou | 33,0 | 6,0 | 27,0 | — |
| Sakasso | 20,5 | 5,0 | 15,5 | — |
| Botro | 8,0 | 5,0 | 3,0 | — |
| Brobo | 7,5 | 3,0 | 4,5 | — |
| Diabo | 7,5 | 3,0 | 4,5 | — |
| Didiévi | 6,5 | 2,0 | 4,5 | — |
| TOTAL..... | 209,0 | 62,0 | 131,0 | 16,0 |
| % | 100 | 29,7 | 62,7 | 7,6 |

* non compris les achats pour revente.

B - LES RELATIONS LIÉES AU RÔLE DES CENTRES SEMI-URBAINS DANS LA SATISFACTION DES BESOINS DE LEUR ZONE RURALE

Elles sont dépendantes de la dimension du centre et de son équipement, de son poids démographique et du niveau de revenu de la zone rurale, de la localisation par rapport à Bouaké ou à d'autres centres plus développés.

a - Les flux commerciaux de produits importés

Béoumi, Katiola, Tiébissou, Sakasso tiennent une place importante dans la redistribution des produits importés, les commerçants de ces centres fournissent la majorité des marchandises aux boutiquiers et tabliers des villages et leur chiffre d'affaires relativement élevé leur permet de faire du commerce de demi-gros.

Les magasins des centres offrent une variété de produits suffisamment grande par rapport aux besoins des ruraux pour satisfaire directement 80% de la demande.

Les bourgs ruraux n'ont pas la même capacité commerciale à cause de la faiblesse de la demande qui résulte de leur caractère agricole plus prononcé. Ils ne font face qu'à 50% de la consommation des ruraux de Brobo, Diabo et Diédiévi. Ce taux tombe à 25% à Botro qui subit la concurrence de Béoumi, Katiola et Bouaké.

b - Les flux de transport

Contrairement aux bourgs ruraux, les centres semi-urbains répondent en grande partie à la demande de la zone. La présence de nombreux marchés où sont collectés les produits destinés à l'approvisionnement urbain assure aux transporteurs un niveau d'activité régulier.

c - Les flux de produits artisanaux et de services

En plus des achats effectués au niveau des villages, une partie de la demande rurale s'oriente vers l'artisanat moderne (boulangers, tailleurs, réparateurs de cycles, cordonniers, photographes) et l'artisanat du bâtiment, installés dans les centres semi-urbains.

Ce secteur satisfait une grande partie des besoins des ruraux à Béoumi, Katiola et Tiébissou. En revanche, il couvre moins de 50% de la consommation dans les autres centres.

Quant aux services, ils ne font l'objet que d'une demande très faible de la part de la zone. Celle-ci porte principalement sur les restaurants, les bars et les loisirs.

LES FLUX INTRA-RÉGIONAUX

Entre les zones rurales organisées autour des centres semi-urbains ou des bourgs ruraux en voie d'équipement s'est constitué un réseau de flux résultant d'activités diverses qui ne se recouvrent pas obligatoirement. Quatre sphères d'activités doivent être prises en considération :

- celles qui sont le fait de la puissance publique et qui intéressent plusieurs zones : écoles, hôpitaux, etc. ;
- celles qui sont liées à la production caféière : migrations saisonnières ;
- celles qui sont dépendantes de la commercialisation des produits locaux et importés, de l'artisanat, des services et du transport ;
- celles qui sont directement commandées par la ville de Bouaké.

I - LES FLUX INTER-ZONAUX

A - LE RÔLE DES ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS

Une partie importante des flux intra-régionaux est liée à l'implantation de certains services collectifs :

les hôpitaux ont une zone d'influence qui dépasse le cadre de la seule sous-préfecture d'installation.

Dans ce domaine, les anciens chefs-lieux administratifs, Katiola, Béoumi, Tiébissou, bénéficient tous d'une infrastructure répondant en partie aux besoins. En revanche, parmi les nouvelles sous-préfectures, seule Sakasso est dotée d'un hôpital. Les malades des centres défavorisés sont contraints à des déplacements temporaires qui sont à l'origine de dépenses en dehors de leur zone de résidence.

les écoles secondaires ont une capacité d'accueil supérieure à une seule sous-préfecture. La majorité des élèves proviennent des zones limitrophes.

Ce sont les anciens chefs-lieux administratifs, Béoumi, Katiola et Tiébissou qui ont tiré profit de ces investissements au cours des dernières années.

les autres investissements collectifs - P.T.T., perceptions, services de développement rural - jouent le même rôle mais à un degré moindre.

Tous ces flux intra-régionaux ont un pouvoir d'induction limité sur les installations durables de population dans le centre. Seuls 1,2% de la population de Béoumi, par exemple, a déclaré comme motif d'installation, l'école, et 1,5%, la maladie. Par ailleurs, les observations faites sur la population scolaire montrent que celle-ci s'oriente de plus en plus vers Bouaké ou Abidjan, en particulier à cause de la faiblesse de l'environnement socio-culturel et de l'absence d'emplois autres qu'agricoles.

Néanmoins, les flux monétaires liés à ces mouvements de population ne sont pas négligeables. A Katiola, Béoumi et Tiébissou, les élèves, dont les parents ne résident pas dans la sous-préfecture, reçoivent environ 12 millions par an, bourses non comprises.

Au cours des dernières années, la réorganisation administrative a eu pour principal effet de modifier fortement ces relations intra-régionales. Les ventes directes des anciens centres aux zones qui leur étaient rattachées ont subi une baisse relative à Béoumi, Tiébissou et Katiola. La concurrence commerciale dans ces derniers centres a eu pour conséquence le développement du commerce ambulancier et l'ouverture de boutiques dans les nouveaux centres par les gros commerçants des anciennes circonscriptions.

B - LES RELATIONS INTER-RÉGIONALES LIÉES AUX ACTIVITÉS AGRICOLES

a - Les mouvements migratoires intra-régionaux

Ils se font essentiellement en direction des zones caféières du sud de la région. Il s'agit de migrations saisonnières dont l'intensité est fonction des perspectives de la production caféière dans le milieu d'accueil.

- Ces flux migratoires sont aussi importants que ceux qui intéressent la zone. Ils représentent entre 5 et 10% de l'effectif total des migrants. Les zones d'accueil privilégiées sont le sud de Béoumi, le nord de Tiébissou, une étroite bande au nord de Botro.
- Les migrants viennent généralement des secteurs défavorisés du nord-ouest et du nord-est de la région. Néanmoins, on observe un échange de main-d'œuvre entre les zones caféières elles-mêmes, ce qui montre que les migrations ne sont pas seulement motivées par l'absence du café.
- La faiblesse des migrations intra-régionales ne s'explique qu'en partie par la faible capacité d'accueil des zones prospères (dont la production est très fluctuante). Un autre élément doit être pris en considération pour éclairer ce phénomène. Il s'agit, comme nous l'avons déjà signalé lors de l'analyse des flux intra-zonaux, du désir des jeunes d'aller créer des plantations à l'extérieur, étant donné la saturation des terres à café dans le périmètre concerné.

b - En retour ces flux migratoires donnent lieu à des flux monétaires dont l'impact au niveau des zones bénéficiaires n'est pas identique

- Dans le cas de Botro, Diabo, Brobo, Didiévi et Katiola, on enregistre un accroissement du revenu net.
- En ce qui concerne Sakasso, Tiébissou et, à un moindre degré, Béoumi, les rentrées et les sorties monétaires provenant des migrations intra-régionales se compensent largement.

C - LES RELATIONS LIÉES A LA COMMERCIALISATION DES PRODUITS LOCAUX

Les zones rurales concernées ne vivent pas en vase clos. Il existe entre elles des intercommunications par l'intermédiaire des marchés. A cet effet, il convient de bien discerner la place tenue par les marchés des centres semi-urbains et celle qu'occupent les marchés de contact.

a - Le marché du centre semi-urbain exerce sur les zones avoisinantes une attraction plus ou moins grande. Celle-ci est fonction de divers facteurs :

- la dimension démographique du centre et son dynamisme commercial ;
- la localisation par rapport aux axes routiers ;
- la fréquence du marché quotidien ou hebdomadaire ;
- la demande de produits vivriers et, en particulier, d'igname dans la zone où se trouve le siège du marché.

Mais les véritables contacts, c'est-à-dire ceux qui donnent lieu à un échange effectif, se produisent généralement pendant la période du buttage de l'igname, soit entre les mois d'avril et juin ; l'igname est, en effet, le seul produit qui rapproche les zones rurales. En dehors de la traite, c'est l'époque où la circulation monétaire atteint son plus haut niveau. C'est aussi celle où les dépenses par tête pour les produits vivriers sont les plus élevées.

Ce sont les zones dépourvues de café qui bénéficient de ce cycle de l'igname.

Dans la région, deux groupes se distinguent nettement :

- celui des offreurs : Katiola, Botro, Diabo, Brobro, Didiévi ;
- celui des demandeurs : Sakasso, Béoumi, Tiébissou.

Cette classification exprime une tendance, plus ou moins accusée en raison des conditions climatiques, à favoriser les cultures vivrières ou à mettre l'accent sur le café.

Les achats effectués par le groupe des demandeurs auprès de celui des offreurs ont été estimés à 18 millions de F.CFA en 1968, ce qui peut être considéré comme une année moyenne pour le café et les vivriers.

b - En dehors de la commercialisation de l'igname, les échanges entre les zones rurales s'effectuent par *les marchés de contact* qui jouent un rôle de trait d'union indiscutable :

- Diébonoua entre Tiébissou-Sakasso-Bouaké ;
- Raviart entre Tiébissou-Didiévi ;
- Abolikro entre Béoumi-Diabo-Botro-Sakasso.

Bien que ces marchés soient surtout des centres de collecte des produits à destination de Bouaké, ils donnent lieu à un échange entre les villageois des zones intéressées, ce dernier flux ne porte que sur de faibles quantités et n'a que peu d'incidence sur les rentrées monétaires.

c - Les relations liées à l'existence *d'une classe marchande dynamique*. Elles sont, en majeure partie, le fait des femmes d'origine dioula et baoulé qui vont collecter des produits vivriers en dehors de leur zone de résidence afin de les revendre dans le centre semi-urbain, à Bouaké ou à Abidjan.

Dans la région concernée, ce phénomène n'a été perçu qu'à Béoumi et à Katiola.

D - LES FLUX LIÉS AUX ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DES CENTRES

a - Les flux commerciaux de produits importés

Seul le commerce des trois centres urbains les plus développés, Katiola, Béoumi et Tiébissou exerce un pouvoir d'attraction sur les habitants des zones limitrophes. On peut estimer ces ventes intra-régionales à :

- 60 millions de Béoumi à Sakasso, Botro, Gouitafla et Mankono ;
- 90 millions de Katiola à Dabakala, Niakaramandougou et Botro ;
- 30 millions de Tiébissou à Didiévi principalement, et à Sakasso.

Ces achats ont lieu :

- soit directement au centre à l'occasion du grand jour de marché. La concurrence des magasins traditionnels et des «Chaîne Avion» permet de mettre à la disposition des villageois une gamme assez variée de produits à des prix intéressants ;
- soit par les achats faits aux commerçants ambulants : colporteurs tabliers ou voitures commerciales en provenance du centre semi-urbain ;
- soit par l'installation de succursales dans les nouveaux centres.

b - Les flux de transport

Les activités du transport de Katiola, Béoumi et Sakasso débordent largement les limites de la circonscription administrative. Elles sont étroitement dépendantes de l'organisation de la commercialisation des produits vivriers et de la traite. On observe dans le cas particulier de Tiébissou un moins grand développement des transports à cause de la concurrence de la route et de la proximité de Yamoussoukro et de Bouaké.

c - Les flux de produits artisanaux et de services

L'artisanat et les services de ces centres ne sont pas suffisamment équipés pour pouvoir dépasser le cadre de leurs zones respectives. Dans ce domaine, les flux sont épisodiques ; toutefois, la rapide évolution de la consommation de pain a entraîné l'installation d'une boulangerie à Béoumi qui est à l'origine de l'intensification de ces relations.

II - LES FLUX ENTRE BOUAKÉ ET LE RESTE DE LA RÉGION

Bouaké domine indiscutablement l'ensemble des zones rurales. Elle absorbe la majeure partie de l'offre de produits locaux et elle détient un quasi monopole en ce qui concerne le commerce des produits importés.

Cependant, toutes ces relations se situent à des niveaux différents qui sont fonction du degré d'équipement des centres et de leur localisation par rapport à Bouaké, de leur spécialisation et de l'organisation de la commercialisation.

A - L'APPROVISIONNEMENT DE BOUAKÉ EN PRODUITS LOCAUX (Figure 5)

Il s'effectue à travers trois circuits :

a - une partie des achats se réalise directement sur les marchés par l'intermédiaire de commerçants dioula et baoulé qui résident à Bouaké ou dans les centres semi-urbains. Celles-ci sont moins d'une centaine environ qui se partagent les principaux marchés de la région.

En ce qui concerne les produits vivriers, il existe une spécialisation des zones assez prononcée :

| | |
|-----------|---|
| Sakasso | : banane, arachide, manioc, fruits. |
| Botro | : maïs, igname, fruits. |
| Diabo | : maïs, igname, fruits, condiments, bois. |
| Brobo | : bois, poulets, igname, fruits. |
| Tiebissou | : banane, arachide, ouré-ouré, fruits. |
| Katiola | : poulets, maïs, igname. |
| Didiévi | : igname, fruits. |

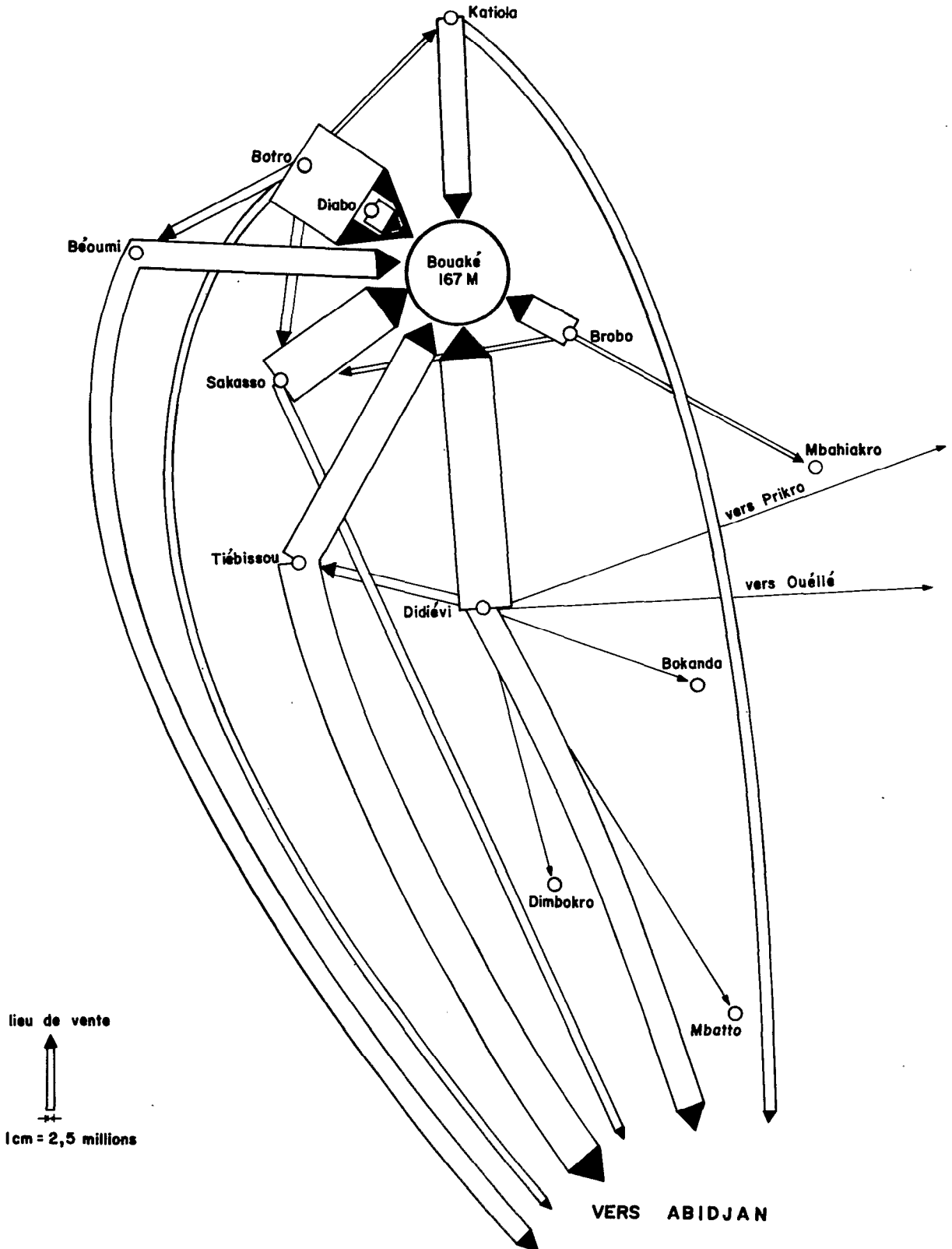


Figure 5 - Principaux flux de produits vivriers.

b - dans certains centres, en particulier Béoumi et Katiola, on trouve *un groupe de commerçants qui achètent directement les produits dans les villages* et qui revendent une partie à Bouaké. Leur présence constitue un véritable barrage pour les collecteurs résidant à Bouaké.

c - le troisième circuit est constitué par les commerçants de Bouaké qui font la tournée des villages de la région à certaines périodes de l'année.

| Sous-Préfectures | Vente totale à l'extérieur (1) en millions de F.CFA | Ventes à Bouaké (2) en millions de F.CFA | Rapport (1) et (2) en pourcentage | % par rapport à l'ensemble des ventes à Bouaké |
|------------------|--|---|--------------------------------------|--|
| Sakasso | 32,0 | 25,0 | 78,1 | 15,0 |
| Béoumi | 27,0 | 15,0 | 55,5 | 9,0 |
| Tiébissou | 27,0 | 16,0 | 59,2 | 9,6 |
| Katiola | 18,0 | 12,0 | 66,6 | 7,2 |
| Didiévi | 40,0 | 29,0 | 62,5 | 14,9 |
| Botro | 67,0 | 45,0 | 67,1 | 26,9 |
| Diabo | 16,0 | 16,0 | 100,0 | 9,6 |
| Brobo | 13,0 | 13,0 | 100,0 | 7,8 |
| TOTAL..... | 240,0 | 167,0 | 69,6 | 100,0 |

Les relations entre Bouaké et la zone rurale, en ce qui concerne la commercialisation des produits locaux, appellent un certain nombre de remarques :

- le montant total des achats atteint environ 170 millions de F.CFA qui sont inégalement répartis entre les sous-préfectures de la zone ;
- le coefficient de dépendance est supérieur à 90% à Diabo et à Botro. Cela s'explique par le fait que les deux sous-préfectures sont situées dans un rayon de moins de 20 km par rapport à Bouaké.;
- Sakasso constitue un groupe intermédiaire. Il a un coefficient de dépendance de 78%. Ce taux élevé trouve sa justification dans le fait que ces marchés sont situés en dehors des grands axes routiers et que la zone a une importante production bananière pour laquelle Bouaké constitue un intéressant débouché. Notons qu'Asrikro, le second marché de la sous-préfecture, n'est guère plus éloigné de la ville que celui de Diabo.
- le troisième groupe a un coefficient de dépendance compris entre 50 et 70%. Il est très hétérogène. Il est nécessaire de mettre l'accent :
 - . d'une part, sur les zones disposant de marchés situés sur les grands axes routiers ou à proximité de la voie ferrée comme Tiébissou, Katiola et Didiévi ;
 - . d'autre part, sur les zones comme Béoumi et Katiola où la dépendance à l'égard de Bouaké est moins forte à cause de la présence d'une classe commerçante qui préfère vendre une partie des produits collectés à Abidjan où la marge bénéficiaire est plus élevée.

Notons enfin que le coefficient de dépendance varie avec le degré de spécialisation de la zone et des possibilités offertes par Bouaké. On pourrait, par exemple, citer le cas de la vente des poulets à Katiola qui dépasse le cadre régional.

Origine des vendeurs et des passagers sur cinq principaux marchés de la zone dense

| S/préfectures d'origine | Vendeurs d'igname (en %) | | | | | Vendeurs de banane (en %) | | | | | Vendeurs de paddy (en %) | | | | | Vendeurs d'arachide (en %) | | | | | Passagers (en %) | | | | | Nbre de voi- tures | Nbre de passa- gers | | | | |
|----------------------------|--------------------------|-------|-------|---------|-----------|---------------------------|--------|-------|-------|---------|--------------------------|--------|-------|-------|---------|----------------------------|--------|-------|-------|---------|------------------|--------|-------|-------|---------|-----------------------------|------------------------------|--------|-----------|-------|--------|
| | Béoumi | Botro | Diabo | Sakasso | Extérieur | TOTAL | Béoumi | Botro | Diabo | Sakasso | TOTAL | Béoumi | Botro | Diabo | Sakasso | TOTAL | Béoumi | Botro | Diabo | Sakasso | TOTAL | Béoumi | Botro | Diabo | Sakasso | | | Bouaké | Extérieur | TOTAL | Bouaké |
| Béoumi | 83 | 13 | 1 | | 3 | 100 | 92 | 7 | | 1 | 100 | 94 | | 6 | | 100 | 100 | | | | 100 | 74 | 7 | 3 | 5 | 9 | 2 | 100 | 5 | 90 | |
| Sakasso | 3 | 2 | 1 | 90 | 4 | 100 | | | | 100 | 100 | | | | | 100 | 100 | | | | 100 | 100 | 6 | 1 | | 45 | 34 | 14 | 100 | 38 | 430 |
| Botro | 1 | 81 | 18 | | | 100 | | 93 | 7 | | 100 | | 85 | 15 | | 100 | | 85 | 15 | | 100 | 1 | 42 | 8 | | 32 | 1 | 100 | 30 | 300 | |
| Diabo | | 6 | 94 | | | 100 | 3 | 17 | 79 | 1 | 100 | | 3 | 97 | | 100 | | | | | | 1 | 6 | 50 | | 43 | | 100 | 20 | 220 | |
| Aboliko (Diabo) | 7 | 23 | 65 | 5 | | 100 | 25 | 19 | 46 | 10 | 100 | 1 | 14 | 78 | 7 | 100 | 1 | 1 | 97 | 1 | 100 | 19 | 2 | 32 | 4 | 43 | | 100 | 15 | 164 | |

B - LES FLUX MIGRATOIRES A DESTINATION DE BOUAKÉ

L'attraction de Bouaké sur sa zone rurale est indéniable. Elle résulte de ses différentes fonctions administratives, commerciales et culturelles.

Deux flux migratoires semblent revêtir une importance particulière :

a - les déplacements temporaires des résidents de la zone qui répondent à des motifs variés : ventes de produits, démarches administratives, visites, loisirs (cinéma, sport, danse).

b - les déplacements au titre de la scolarisation qui ont été considérablement freinés depuis la création des collèges d'enseignement général à Katiola, Béoumi et Tiébissou. Néanmoins, au-delà du premier cycle les élèves sont contraints de quitter la zone s'ils veulent poursuivre leurs études. Par ailleurs, de nombreux villageois envoient leurs enfants dans les écoles de Bouaké, la garde de ceux-ci étant confiée à un proche parent ou à un tuteur.

Sur l'ensemble des migrants qui quittent la zone, environ 15% s'installent à Bouaké d'une manière durable. Ils sont employés dans la fonction publique, le commerce, les services et l'artisanat. Cette répartition est surtout valable pour les hommes. Les femmes se livrent à un commerce épisodique aussi varié que diffus. Un faible pourcentage s'adonne à une activité permanente.

Répartition socio-professionnelle des migrants
de sexe masculin de la zone à Bouaké

| Fonction publique | Commerce et services | Artisanat de production | Agriculture | Sans profession | TOTAL |
|-------------------|-------------------------|----------------------------|-------------|-----------------|-------|
| 26,6 | 26,6 | 23,8 | 5,3 | 17,7 | 100 |

Il apparaît donc que Bouaké ne retient qu'une faible partie de la population de sa zone en raison des faibles possibilités d'emplois et de l'absence de qualification de la population migrante qui ne peut s'orienter que vers le petit commerce de détail déjà hypertrophié et peu lucratif.

C - LES FLUX COMMERCIAUX DE PRODUITS IMPORTÉS ENTRE BOUAKÉ ET SA RÉGION

(Figure 6)

Ils présentent trois formes différentes :

- achats de gros et de demi-gros à Bouaké ;
- ventes de Bouaké directement à la zone ;
- achats au détail à Bouaké par les résidents de la zone.

a - Les achats de marchandises en gros et demi-gros

Bouaké est le principal lieu d'approvisionnement en produits importés des commerçants de la région, mis à part ceux de Tiébissou en raison de la localisation de ce centre.

En période de traite cependant les commerçants transporteurs de Béoumi et Sakasso (*a fortiori* ceux de Tiébissou) effectuent la majorité de leurs achats à Abidjan.

Par contre, les centres situés au nord de Bouaké s'approvisionnent presque totalement dans cette ville ; la faiblesse de la traite et des transports consolide cette dépendance.

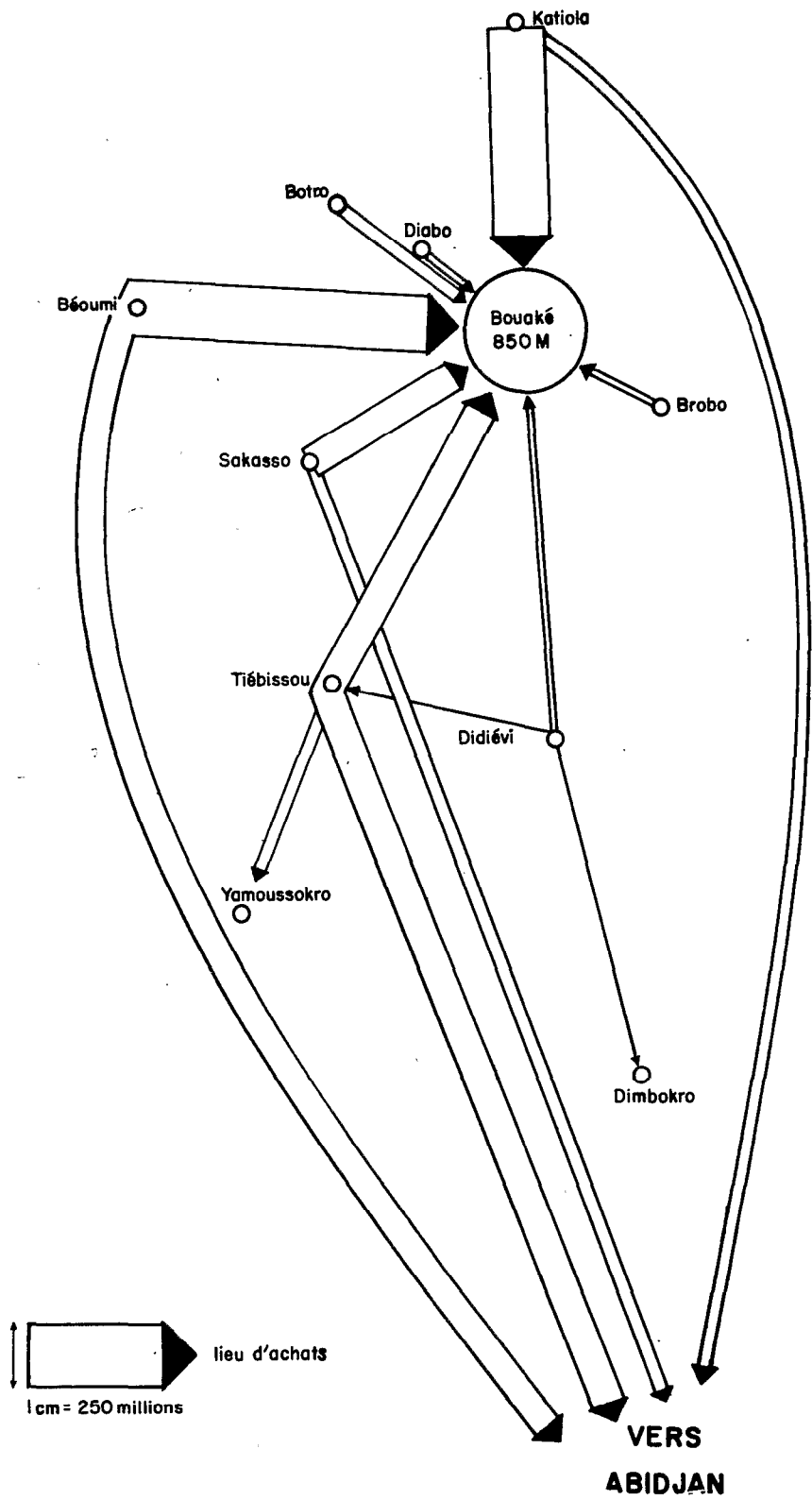


Figure 6 - Circuit du commerce des produits importés.

b - Les ventes directes de Bouaké à la zone

Certains commerçants de Bouaké se déplacent vers le consommateur rural :

- des **camions** de Bouaké circulent dans la région pour vendre des produits importés ; mais ce type de commerce ambulante est de moins en moins rentable à cause du développement des centres semi-urbains et de la baisse des marges. Il a donc tendance à diminuer ;

- des **colporteurs** de Bouaké se rendent dans la zone rurale. Ayant le privilège de résider à un grand carrefour où les moyens de communications sont nombreux, ils font le tour des principaux marchés. Ils réalisent une part importante de leurs ventes dans les centres de Botro, Didiévi, Diabo, Brobo et Sakasso. Certains vont même jusqu'à Katiola et Béoumi ;

Ce type de commerce n'a aucun effet sur l'activité du centre et de la zone, les marges réalisées étant intégralement transférées à l'extérieur.

c - Les achats de la zone à Bouaké

Les ruraux se déplacent rarement à Bouaké pour y faire des achats ; cependant, pour certains produits au coût élevé — décortiqueurs, bicyclettes, vélomoteurs, radios, etc. — ils préfèrent souvent se rendre à Bouaké, soit parce qu'ils ne trouvent pas ce bien dans les bourgs ruraux, soit parce qu'ils espèrent trouver à Bouaké un plus grand choix et de meilleurs prix.

D - LES INTERCOMMUNICATIONS LIÉES AU TRANSPORT, A L'ARTISANAT ET AUX SERVICES

a - Les flux de transport

Au cours des dernières années, le développement des transports à Béoumi, Sakasso et Katiola a diminué l'influence de Bouaké dans la région.

Les autres zones continuent à dépendre fortement de Bouaké.

b - Les flux artisanaux

— Par suite du manque d'équipement et d'ouvriers spécialisés dans les centres, la plupart des réparations de véhicules, des travaux de menuiserie, d'ébénisterie et de plomberie sont effectués à Bouaké.

— En dehors de Béoumi, qui a sa boulangerie, et de Tiébissou qui est ravitaillée par Yamoussoukro, la majeure partie du pain vendu dans la zone provient de Bouaké. Il faut mentionner les ventes de poteries de Katiola à Bouaké.

— L'artisanat des bourgs ruraux est très peu développé. Environ 50% des achats ont lieu, soit à Bouaké, soit à des artisans ambulants de cette ville.

c - Les flux de services

Bouaké polarise sa région pour certains services dont il détient le monopole :

- Assurances
- Banques
- Cinémas

L'utilisation de ces services augmente avec le développement des activités urbaines. Leur installation dans les centres ne semble pas se justifier dans le contexte actuel.

III

LES FLUX EXTRA-RÉGIONAUX

Entre la région de Bouaké et l'extérieur s'est constitué un réseau de flux dont la nature et l'intensité sont fonction de divers facteurs.

Deux types de flux doivent être pris en considération :

- ceux qui ont trait à la périphérie immédiate de la région ;
- ceux qui s'établissent avec l'extérieur.

I – LES RELATIONS DE LA RÉGION AVEC LA PÉRIPHÉRIE IMMÉDIATE

A - RÔLE DES MARCHÉS DE CONTACT

Tout autour de la région se trouve un périmètre assez vaste avec lequel les zones rurales entretiennent des rapports plus ou moins étroits. Ceux-ci ont lieu par l'intermédiaire des marchés de contact en ce qui concerne la commercialisation des produits vivriers :

- le nord de Béoumi avec Tiénigbé, Mankono, Gouitafla ;
- le nord de Botro avec Tiénigbé ;
- Didiévi avec Dimbokro et Bocanda ;
- Brobo avec M'Bahiakro et Satama-Sokoura
- Katiola avec Dabakala et Niakaramandougou ;
- Sakasso avec Bouaflé ;
- Tiébissou avec Yamoussoukro.

Le rôle tenu par la classe commerçante résidant dans les centres semi-urbains est ici très important. Il est courant de rencontrer des collecteurs de Dimbokro à Didiévi, de M'Bahiakro à Brobo, de Béoumi à Gouitafla et de Katiola à Niakaramandougou et Dabakala.

Notons qu'il arrive, en période de haute conjoncture, que des villageois quittent la zone rurale pour commercialiser leur igname sur les marchés extérieurs. Par exemple, ceux de Didiévi vont vendre leur igname à M'Batto, Ouéllé, Dimbokro, Bongouanou, Daoukro et Bocanda.

B - RÔLE DES CENTRES SEMI-URBAINS DYNAMIQUES

L'approvisionnement en produits importés d'une partie de cette zone périphérique se fait par l'intermédiaire des commerçants de certains centres semi-urbains.

Là où les centres semi-urbains disposent d'un secteur commercial déjà fortement développé, la périphérie est généralement plus ou moins dominée. Ce phénomène se vérifie dans le cas de Katiola sur Niakaramandougou et Dabakala, Béoumi sur Mankono et Gouitafla. Néanmoins, il faut signaler le cas de Tiébissou qui achète 13% de ses produits importés à Yamoussoukro.

Par contre, là où les centres ne sont pas très équipés, on observe le phénomène inverse : Didiévi s'approvisionne en partie à Dimbokro et Yamoussoukro. Le commerce ambulante de M'Bahiakro réalise une partie de ses ventes à Brobo. L'artisanat ou les services des centres dynamiques situés à la périphérie se substituent parfois à l'initiative locale. L'exemple du pain de Yamoussoukro qui est vendu à Tiébissou, Sakasso en est une excellente illustration.

Toutes ces activités sont à l'origine de flux de transport qui profitent à la région ou à l'extérieur selon le degré de développement de ce secteur dans les centres.

C - MOUVEMENTS MIGRATOIRES SAISONNIERS ET FLUX MONÉTAIRES INDUITS ET DURABLES

Entre les zones rurales et la périphérie, les mouvements migratoires saisonniers s'effectuent surtout en direction des zones caféières : Bouaflé, Yamoussoukro, M'Bahiakro, Dimbokro, Zuénoula. Ces sous-préfectures reçoivent plus de 30% des migrants saisonniers de la région.

La périphérie retient environ 15% des migrants définitifs.

Importance et répartition socio-professionnelle des migrants définitifs dans la zone périphérique

| S/préfecture d'arrivée | % de l'ensemble des migrants | Fonction publique | Commerce et services | Artisanat de production | Agriculture | Sans profession | TOTAL |
|------------------------|------------------------------|-------------------|----------------------|-------------------------|-------------|-----------------|-------|
| Dimbokro | 2,0 | 6,7 | 13,2 | 20,0 | 53,4 | 6,7 | 100 |
| Bouaflé | 2,0 | — | 8,6 | 5,7 | 80,0 | 5,7 | 100 |
| M'Bahiakro | 2,0 | 2,4 | — | 2,4 | 95,2 | — | 100 |
| Yamoussoukro | 5 | 2,7 | 6,7 | 9,4 | 69,0 | 12,2 | 100 |
| Zuénoula | 2 | — | — | — | 95,4 | 4,6 | 100 |

En dehors de Dimbokro et de Yamoussoukro, l'agriculture semble être le principal milieu d'accueil vers lequel s'orientent les migrants.

On peut estimer à près de 60 millions de francs les salaires qui sont rapatriés de la périphérie dans la zone par les saisonniers. Il s'agit de rentrées nettes car les dépenses effectuées à l'extérieur ou à Bouaké ont été décomptées. Les transferts en provenance des migrants définitifs ou des plantations représentent près de 80 millions.

II – LES RELATIONS AVEC LES ZONES SITUÉES AU-DELÀ DE LA PÉRIPHÉRIE

Elles revêtent trois formes essentielles :

- celles qui ont lieu directement entre la zone et le milieu rural et urbain extérieur ;
- celles qui sont liées à la traite, à la commercialisation des produits importés et des vivriers ;
- celles qui sont le fait de la puissance publique.

A - LES RELATIONS ENTRE LA ZONE ET LE MILIEU RURAL OU URBAIN EXTÉRIEUR LIÉES A L'ÉCONOMIE DE PLANTATION ET A L'ATTRACTION DES GRANDES VILLES

Elles s'établissent à l'occasion des migrations saisonnières et durables. Jusqu'à ces dernières années les départs se faisaient principalement à destination du milieu rural. Aujourd'hui, cette orientation est de moins en moins nette en raison de l'amenuisement des terres disponibles dans les zones d'accueil traditionnelles, de l'attraction des villes et du développement de la scolarisation.

a - Les migrations saisonnières vers le sud, l'est et le centre-ouest sont très importantes. Selon les rendements de la production caféière elles portent annuellement sur 10 à 15 000 individus. Lors du départ, ces saisonniers sont à l'origine d'un flux de sortie monétaire représenté par les frais de transport et quelques dépenses entre la zone de départ et le milieu d'accueil. Ils ramènent en retour dans la zone environ 130 millions de francs ; 40 à 50 % des revenus perçus sont dépensés avant le retour dans les centres semi-urbains situés hors de la région ou à Bouaké.

b - Les migrations durables se font à destination du milieu rural ou urbain. On estime à près de 50 000 la population actuellement installée à l'extérieur, soit environ 15% des résidents.

Une étude réalisée dans la zone dense à l'ouest de la région de Bouaké a permis de procéder à une répartition géographique des migrants. Le sud accueille 48,3%, le centre 29,1%, le centre-ouest 15,7%, l'est 4,9% et le nord 1,4% (1).

Jusqu'à ces dernières années, les migrants s'orientaient principalement vers le milieu rural. Aujourd'hui les villes exercent un pouvoir d'attraction sans cesse croissant sur la jeunesse aussi bien masculine que féminine. La scolarisation est venue amplifier ce processus.

Bien que les départ vers le milieu rural soient encore en proportion plus importants que les autres, on ne saurait trop insister sur les migrations urbaines et, en particulier, sur celles qui se font à destination d'Abidjan, dont le caractère féminin est de plus en plus marqué.

Abidjan reçoit plus de 15% des migrants de la région, soit environ 60% des arrivants dans le département du sud. Sur cet effectif les hommes représentent 65% et les femmes 35%.

Le problème de l'emploi des hommes dans les villes est moins délicat à résoudre que celui des femmes dont seulement 3% exercent un métier déclaré.

Il apparaît que même dans les zones qui ont atteint un certain niveau de développement, la ville offre peu de débouchés puisqu'en dehors d'Abidjan, plus de 75% des migrants s'installent dans le milieu rural.

(1) On trouve aussi quelques migrants dans les autres pays africains et en Europe. Leur nombre n'est pas très élevé.

**Répartition socio-professionnelle des migrants
de sexe masculin et taux d'accueil des zones**

| Zone d'arrivée | Fonction publique | Commerce et services | Artisanat de production | Agriculture | Sans profession | TOTAL | % par rapport à l'ensemble des migrants |
|----------------|-------------------|----------------------|-------------------------|-------------|-----------------|-------|---|
| Abidjan | 30,8 | 12,7 | 34,2 | 2,4 | 18,9 | 100 | 25,0 |
| Abengourou | 6,3 | 11,5 | — | 70,0 | 22,2 | 100 | 5,0 |
| Aboisso | 2,8 | — | 5,6 | 86,5 | 5,6 | 100 | 5,0 |
| Daloa | 1,3 | 3,7 | 11,3 | 73,7 | 10,0 | 100 | 5,0 |
| Gagnoa | 5,1 | — | 10,3 | 74,3 | 10,3 | 100 | 4,0 |
| Divo | — | 1,6 | 3,7 | 86,2 | 8,5 | 100 | 14,0 |

Les migrants qui ont créé des plantations à l'extérieur ou qui vivent dans les villes contribuent par leurs transferts à la formation des revenus au niveau de la région. Chaque année, la zone rurale de Bouaké reçoit environ 500 millions de la Basse-Côte y compris le rapport des plantations appartenant à des villageois qui ne résident pas à l'extérieur.

Ces transferts représentent 25% des revenus dans les zones les plus riches et peuvent atteindre 50% dans les secteurs les plus pauvres.

L'existence de familles ayant une résidence bipolaire provoque des sorties et des entrées de fonds à l'occasion des voyages, des constructions, des funérailles, des fêtes, de la compensation matrimoniale ou des sacrifices qui continuent à se faire, dans certains cas, dans le milieu d'origine.

B - LES RELATIONS AVEC L'EXTÉRIEUR LIÉES A LA TRAITE ET A LA COMMERCIALISATION DES PRODUITS IMPORTÉS OU VIVRIERS

a - La majeure partie de *la commercialisation du café et du cacao* de la zone rurale échappe à Bouaké pour des raisons qui ont déjà été évoquées. Béoumi livre directement 90% de sa production à Abidjan, Sakasso 65%, Tiébissou 98%.

Les commerçants étant à la fois traitants et transporteurs profitent de la période de traite pour acheter leurs produits importés à Abidjan et bénéficier de prix plus intéressants ; Katiola achète 13% des produits importés à Abidjan, Béoumi 23%, Sakasso 27%, Tiébissou 52%.

b - Les relations liées à *la commercialisation des vivriers*. Il s'agit de contacts épisodiques qui ont lieu surtout à l'époque de la soudure. Ceux-ci intéressent principalement la partie caféière de la région et un produit, l'igname.

Trois circuits ont été mis en évidence :

- l'un venant de Korhogo, Dabakala et Niakaramandougou, Satama-Sokoura ;
- un autre issu du sud (Divo, Tiassalé) : c'est généralement le fait de ressortissants de la zone installés à l'extérieur qui expédient ou ramènent de l'igname dans la zone après la traite du café ou du cacao en Basse-Côte.

- un troisième qui est formé des collecteurs qui viennent de l'extérieur dans la partie productrice de la zone rurale, en particulier, à Brobo, Diabo, Botro, Didiévi et Katiola.

C - LES RELATIONS AVEC L'EXTÉRIEUR LIÉES A L'INTERVENTION ÉTATIQUE

On distinguera les flux d'entrée et les flux de sortie :

a - Les premiers sont fonction de l'importance des services publics et de l'effort consenti par l'État en faveur des sous-préfectures. Ils comprennent les salaires, les dépenses de fonctionnement et d'équipement, les bourses allouées aux élèves là où sont installés les collèges d'enseignement général, les pensions et retraites. Ces flux atteignent un montant de 620 millions de francs environ, soit 16% du revenu global de la zone. Ce taux dissimule de fortes disparités entre les zones caféières et les autres.

b - Les flux de sortie au bénéfice de l'État sont représentés par les taxes et cotisations diverses. Leur montant est de l'ordre de 134 millions.

DEUXIÈME PARTIE

**LES DYNAMISMES
ET LES FREINS AU DÉVELOPPEMENT**

Au terme de l'analyse des flux réalisée dans la première partie, il convient de mettre l'accent sur quelques caractéristiques de structure et de fonctionnement de la région de Bouaké.

Cette démarche doit permettre de dégager les dynamismes et les freins actuels au développement. Elle se limitera à la formulation de quelques problèmes fondamentaux qui seront réunis autour des thèmes suivants :

- 1 - La croissance des centres et leur contexte ;
- 2 - La transformation des structures de production ;
- 3 - L'utilisation des revenus et l'orientation actuelle de la consommation.

IV

LES PROBLÈMES POSÉS PAR LA CROISSANCE DES CENTRES

Si on prend comme critère de différenciation entre les centres semi-urbains et les bourgs ruraux l'existence d'une population urbaine supérieure à 4 000 habitants, on peut classer Katiola, Béoumi et Tiébissou dans le premier groupe ; Sakasso, Didiévi, Botro et Diabo dans le second. Toutefois, des distinctions devront être faites à l'intérieur de cette classification.

I – LE DÉVELOPPEMENT DES CENTRES ET LEUR CONTEXTE

A - LES FACTEURS EXPLICATIFS DU NIVEAU DE DÉVELOPPEMENT DES CENTRES SEMI-URBAINS

a - Ils présentent un certain nombre de *points communs* :

- **ancienneté de la fonction administrative.**
Jusqu'en 1961, Katiola était le chef-lieu d'un cercle doté d'une forte structure administrative ainsi que les subdivisions de Béoumi et de Tiébissou ;
- **expansion de la fonction scolaire.**
Des écoles secondaires y ont été créées ces dernières années entraînant un afflux de population et de revenus dans les centres ;
- **présence d'un marché quotidien ;**
- **localisation sur des axes routiers à grande circulation.**
Katiola bénéficie en plus d'une gare ferroviaire ;
- **existence de routes secondaires** qui les relient à des bourgs ruraux :
 - . Katiola à Niakaramandougou, Dabakala et Botro ;
 - . Béoumi à Gouitafla, Mankono, Tiénigbé, Botro, Diabo ;
 - . Tiébissou à Didiévi.
- **éloignement relatif de Bouaké** qui limite la concurrence de cette ville.

b - Cependant, ces centres *se différencient* par :

- **Le revenu monétaire de leur zone rurale.**
Il est de 11 000 F.CFA par tête à Tiébissou, 10 500 F.CFA à Béoumi et 7 600 F.CFA seulement à Katiola.
- **La population de leur zone rurale :** sous-préfecture de Béoumi 49 000 résidents ruraux, Tiébissou 45 000, Katiola 26 000.
- **Les investissements dans l'habitat :** Tiébissou a été en grande partie reconstruit en habitat moderne de 1964 à 1969. La construction enregistre actuellement un essor rapide à Katiola et à Béoumi.

B - LES FACTEURS EXPLICATIFS DE LA TRANSFORMATION DES BOURGS RURAUX

Il semble nécessaire de distinguer :

a - Les bourgs ruraux en voie d'urbanisation

Un centre mérite d'être classé ici : **Sakasso**. En effet, c'est un bourg rural qui a connu une croissance très forte du point de vue démographique et économique depuis 1962, sa population urbaine n'est que de 3 000 h, mais certaines de ses fonctions sont souvent comparables à celles des centres semi-urbains.

Les causes de son développement semblent avoir été les suivantes :

- c'est un **nouveau chef-lieu administratif** depuis 1961. Son équipement collectif a connu une plus forte croissance que celui des autres bourgs. C'est le seul à disposer d'un hôpital et d'un centre antituberculeux, d'un service de postes et télécommunications et de l'électrification de jour et de nuit ;
- le **revenu monétaire de la zone rurale** est nettement supérieur à celui des autres bourgs ruraux. Il atteint 11 000 F.CFA par tête. C'est un des plus élevés de la région ;
- la **population de sa zone rurale** est de 46 000 h, soit autant qu'à Tiébissou ;
- les **dépenses dans la construction** ont été relativement élevées ces dernières années.

La **croissance de Sakasso** est toutefois **limitée** par le fait :

- qu'il n'est pas situé à un carrefour ou sur un axe routier important ;
- qu'il est relativement proche de Bouaké, 40 km.

b - Les bourgs ruraux sans vocation urbaine

Ils ont une population inférieure à 3 000 h. Bien qu'ils aient été érigés en chef-lieu de sous-préfecture en même temps que Sakasso, leur croissance a été nettement moins rapide.

Leur situation actuelle s'explique par les faits suivants :

- ils ont bénéficié d'équipements collectifs moins importants que ceux des autres centres ;
- le **revenu monétaire** de leur zone rurale n'est pas très élevé : 5 000 F.CFA environ à Brobo, Diabo et Didiévi ;
- ils sont **trop proches de Bouaké**, 20 à 40 km, excepté Didiévi (74 km) ; l'insuffisance du réseau routier de ce dernier lui fait perdre les avantages de cette position ;
- aucun de ces centres n'est situé à un carrefour important ;
- ils sont localisés **en dehors** des grands axes routiers, excepté Brobo. Dans ce cas précis, la proximité de Bouaké élimine les effets bénéfiques de cette position.
- les dépenses dans la construction ont été très faibles.

II – LA STRUCTURE SOCIO-PROFESSIONNELLE ET LES REVENUS MONÉTAIRES

Le contexte du développement ainsi défini explique la répartition socio-professionnelle et permet de mieux comprendre le mécanisme de la formation des revenus dans les centres semi-urbains et les bourgs ruraux.

A - RÉPARTITION SOCIO-PROFESSIONNELLE

La répartition socio-professionnelle des actifs dans les centres a été établie d'après les résultats des enquêtes démographiques et économiques.

Répartition et structure socio-professionnelle des actifs
dans les centres (activité principale)

| | Services publics (1) | | Commerce traite (2) | | Transport (3) | | Services (4) | | Artisanat (5) | | Agriculture (6) | | TOTAL | |
|-----------|-------------------------|----|------------------------|----|------------------|---|-----------------|---|------------------|----|--------------------|----|-------|-----|
| | VA | % | VA | % | VA | % | VA | % | VA | % | VA | % | VA | % |
| Katiola | 395 | 13 | 179 | 6 | 60 | 2 | 80 | 3 | 483 | 17 | 1 707 | 59 | 2 904 | 100 |
| Béoumi | 220 | 15 | 241 | 19 | 105 | 7 | 80 | 5 | 218 | 15 | 554 | 39 | 1 418 | 100 |
| Tiébissou | 164 | 17 | 237 | 25 | 40 | 4 | 52 | 6 | 136 | 14 | 328 | 34 | 957 | 100 |
| Sakasso | 103 | 15 | 90 | 13 | 60 | 9 | 35 | 5 | 106 | 16 | 281 | 42 | 675 | 100 |
| Brobo | 40 | 11 | 20 | 5 | 1 | 3 | 8 | 2 | 46 | 13 | 228 | 66 | 343 | 100 |

- (1) Tous les employés des services publics et para-publics (y compris les manœuvres), CFDT, enseignement privé, EECl.
 (2) Commerçants indépendants, salariés, aides familiaux, y compris les 40 revendeuses de produits vivriers résidant à Béoumi.
 (3) Transporteurs, chauffeurs, apprentis.
 (4) Employés de maison, gardiens, culte, hôtels, restaurants, bars, musiciens.
 (5) Y compris les 200 potières à Katiola.
 (6) Planteurs, cultivateurs, ouvriers agricoles, éleveurs, aides familiaux.

D'après le tableau ci-dessus, on observe que :

- le poids des salariés des services publics est assez voisin quel que soit le niveau de développement du centre, 13% à Katiola contre 11% à Brobo. Ce pourcentage atteint cependant 15% à Sakasso ;
- le commerce, la traite et les services emploient relativement un plus grand nombre d'actifs dans les centres situés en zone caféière. L'agriculture aurait donc un rôle déterminant sur ces activités ;
- l'artisanat occupe 17% des actifs à Katiola à cause du développement de la poterie traditionnelle (200 potières). L'artisanat moderne de Katiola et des bourgs ruraux a un poids inférieur à celui qu'il occupe dans les centres de traite ;
- l'agriculture occupe 66% des actifs à Brobo et environ 40% à Béoumi, Tiébissou et Sakasso. A Katiola, 59% de la population urbaine exerce une activité agricole.

B - REVENU BRUT SELON LES CATÉGORIES SOCIO-PROFESSIONNELLES

L'analyse du revenu brut selon les catégories socio-professionnelles montre que :

- les salaires versés par le secteur public représentent plus de 50% des revenus dans les bourgs ruraux de savane et encore 39% des revenus à Katiola. Ils ont une importance bien moindre dans les centres de traite, Béoumi, Tiébissou et Sakasso où ils tombent au-dessous de 30% ;
- les revenus du commerce et du transport sont naturellement plus élevés dans les centres de traite que dans les bourgs ruraux et à Katiola où il y a très peu de café et de cacao.
- l'artisanat, les services et les loyers n'ont encore qu'une faible incidence quel que soit le groupe auquel appartient le centre ;
- l'agriculture a un poids relativement plus grand à Katiola et dans les bourgs ruraux qu'à Tiébissou, Béoumi et Sakasso.

Revenu brut selon les catégories socio-professionnelles (en millions de F.CFA)

| | Employés services publics (1) | | Commerce traite (2) | | Transport (2) | | Services loyers (2) | | Artisanat (2) | | Agriculture (2) | | TOTAL | |
|-----------|----------------------------------|------|------------------------|------|------------------|------|------------------------|-----|------------------|------|--------------------|------|-------|-----|
| | VA | % | VA | % | VA | % | VA | % | VA | % | VA | % | VA | % |
| | Katiola | 165 | 39,1 | 77 | 18,3 | 47 | 11,1 | 19 | 4,5 | 71 | 16,8 | 43 | 10,2 | 422 |
| Béoumi | 120 | 30,3 | 111 | 28,1 | 74 | 18,7 | 22,5 | 5,7 | 47 | 11,9 | 21 | 5,3 | 395,5 | 100 |
| Tiébissou | 81 | 31,3 | 89 | 34,4 | 34 | 13,1 | 11 | 4,2 | 30 | 11,6 | 14 | 5,4 | 259 | 100 |
| Sakasso | 54 | 24,8 | 69 | 31,6 | 60 | 27,5 | 7 | 3,2 | 18 | 8,3 | 10 | 4,6 | 218 | 100 |
| Botro | 42 | 47,7 | 16 | 18,2 | 3 | 3,4 | 5 | 5,7 | 13 | 14,8 | 9 | 10,2 | 88 | 100 |
| Brobo | 28 | 58,4 | 7 | 14,6 | 2,5 | 5,2 | 2,5 | 5,2 | 4 | 8,3 | 4 | 8,3 | 48 | 100 |
| Didiévi | 41 | 68,3 | 8 | 13,3 | 1,5 | 2,5 | 2,5 | 4,2 | 4 | 6,7 | 3 | 5,0 | 60 | 100 |
| Diabo | 28 | 63,6 | 5,5 | 12,5 | — | — | 2,5 | 5,7 | 4 | 9,1 | 4 | 9,1 | 44 | 100 |

(1) Tous les revenus distribués par l'administration, y compris les bourses des élèves, les allocations familiales et les salaires des fonctionnaires résidant dans les villages, non compris les fournitures liées aux dépenses de fonctionnement et d'investissements

(2) Production réalisée par les différentes activités, non compris les transferts.

III — ESSAI D'APPRECIATION DE L'ÉVOLUTION SECTORIELLE DES REVENUS DANS LES CENTRES SEMI-URBAINS ET LES BOURGS RURAUX

D'après les renseignements rétrospectifs obtenus, une estimation des taux de croissance des revenus par secteur d'activité a été tentée.

Quatre facteurs ont eu un rôle déterminant dans la croissance des revenus des centres semi-urbains et des bourgs ruraux :

- l'action étatique ;
- l'incidence des revenus et de la structure des dépenses des ruraux ;
- les transferts privés ;
- l'intensification des échanges inter-régionaux.

A - LE RÔLE DE L'ÉTAT

Le nouveau découpage administratif n'a eu jusqu'ici qu'un effet limité sur les activités des bourgs ruraux sauf sur le commerce. En effet, à Botro, Diabo, Brobo et Didiévi, le transport, l'artisanat et les services ne contribuent que faiblement à la formation des revenus locaux. En revanche, le commerce a connu une croissance annuelle de 10%.

Toutefois, l'ouverture des sous-préfectures n'a pas empêché les anciens chefs-lieux administratifs d'enregistrer une croissance rapide de l'ensemble de leurs revenus excepté celui de la traite qui a subi la concurrence de Sakasso et de Botro.

B - L'INCIDENCE DES REVENUS ET DE LA STRUCTURE DES DÉPENSES DES RURAUX SUR L'ÉCONOMIE DES CENTRES

On a observé que le chiffre d'affaires du commerce et des transports a augmenté plus rapidement dans les centres situés en zone caféière où la traite a favorisé l'équipement de ces secteurs. Sakasso constitue l'exemple le plus probant.

L'artisanat moderne et le bâtiment n'ont bénéficié que partiellement de l'accroissement de la demande des ruraux, leur développement étant surtout dépendant de l'urbanisation.

C - L'IMPACT DES TRANSFERTS PRIVÉS

Les migrations ont un effet d'autant plus important sur le centre que la zone rurale est plus pauvre. Le transfert d'un migrant est équivalent au revenu d'un rural résidant à Béoumi, Tiébissou ou Sakasso, mais il est supérieur dans les autres zones. C'est principalement le commerce qui a bénéficié de ces flux de transferts dans les centres semi-urbains. Notons que les principaux achats intéressent trois produits : les cycles, les vêtements et les postes de radio que les migrants effectuent en partie à l'extérieur. Leurs effets dépendent de la capacité du secteur commercial à répondre à la demande.

D - L'INTENSIFICATION DES ÉCHANGES INTER-RÉGIONAUX

L'accroissement rapide de la circulation routière liée au développement des échanges s'est traduite, pour les centres situés sur les axes routiers :

- en premier lieu, par l'augmentation du chiffre d'affaires
 - . du secteur pétrolier,
 - . des services (bars-cafés, restaurants),
 - . des réparateurs de véhicules,
 - . du commerce (pièces détachées) ;
- en second lieu, par l'extension du marché pour les activités de transport.

Cette demande globale de l'extérieur représente entre 12 et 18% de la production semi-urbaine à Béoumi, Katiola et Tiébissou.

IV – LES PERSPECTIVES RELATIVES A LA CROISSANCE DES CENTRES

Elles sont différentes selon qu'il s'agit des centres semi-urbains ou des bourgs ruraux.

A - LE CAS DES CENTRES SEMI-URBAINS

Les principaux secteurs d'activités seront examinés successivement :

a - Le commerce

- Les centres semi-urbains parviennent déjà à satisfaire plus de 90% de la demande rurale. Seuls, quelques produits spécialisés sont achetés à Bouaké.

- L'approvisionnement des centres à l'extérieur est relativement plus important. L'administration y effectue la majorité de ses dépenses d'équipement. Les grosses dépenses des urbains n'ont pas encore atteint un niveau susceptible de rentabiliser une offre locale intéressante. De ce fait, les achats de véhicules, frigidaires, radio, télévision, etc. ont lieu à Bouaké le plus souvent. Par ailleurs, leur niveau de revenu et leur position sociale les conduisent à se déplacer plus fréquemment que les ruraux.

- Les ventes de ces centres dans les sous-préfectures limitrophes représentent environ 10% du chiffre d'affaires du commerce à Tiébissou et à Béoumi, 25% à Katiola.

- Le développement actuel des bourgs ruraux risque de se traduire par un ralentissement des ventes des produits de consommation courante des centres semi-urbains, d'autant plus que ces derniers ne disposent d'aucune possibilité susceptible dans l'immédiat d'assurer le relais.

Il apparaît donc que le commerce continuera à se développer à condition que :

- l'administration accroisse son effort ; or, mis à part Katiola qui doit être érigé en préfecture et les centres dont les zones rurales sont concernées par le barrage de Kossou, il est peu probable que les dépenses de fonctionnement et d'équipement de l'administration progressent beaucoup dans les prochaines années ;
- la production agricole commercialisée augmente ; or, seule, la production de coton semble suivre cette évolution et il n'est pas évident que les revenus supplémentaires soient entièrement consacrés à la consommation ;
- la thésaurisation diminue, il semble que son taux soit extrêmement élevé dans la zone rurale de la région de Bouaké.

b - Les transports

En dehors de Tiébissou, qui subit l'influence de l'axe nord-sud, les transports des centres dépassent déjà largement les limites de leur circonscription. Après la traite, une part importante des véhicules est sous-utilisée.

Les gros commerçants assurent en général leur propre transport de marchandises.

c - L'artisanat

La production des centres satisfait la majeure partie de la demande des ruraux, mis à part la panification à Tiébissou. La demande urbaine n'est pas totalement satisfaite pour les répartitions de véhicules et la menuiserie. Cela est surtout imputable au manque de compétence et d'équipement.

d - Les services

Les ruraux utilisent peu les services de l'extérieur si ce n'est à l'occasion de leurs voyages.

Les urbains s'adressent à l'extérieur pour les opérations bancaires et les assurances. Les nombreux déplacements à Bouaké de leurs utilisateurs rendent précaire l'implantation de ces services dans les centres. Par ailleurs, les cultivateurs semblent hostiles au placement de leur épargne dans les banques et les caisses d'épargne si l'on en juge d'après les expériences tentées par les services d'animation rurale et les banques.

B - LE CAS DES BOURGS RURAUX

Dans ce groupe, Sakasso constitue un modèle de développement particulier pour les raisons qui ont déjà été exposées.

En ce qui concerne les autres bourgs ruraux, les perspectives de développement ne semblent guère favorables à moins que ne soient lancées des opérations de développement importantes.

a - Le commerce

Moins de 25% des achats de produits importés des ruraux de Sakasso sont effectués à l'extérieur contre 30% à Brobo, 50% à Diabo, 60% à Didiévi et 70% à Botro. En ce qui concerne ces deux derniers centres leur éloignement par rapport à Bouaké et l'importance numérique de leur population rurale devraient permettre à leur commerce d'enregistrer une croissance beaucoup plus forte. En revanche, ceux de Brobo et de Diabo semblent voués à rester sous la dépendance de Bouaké pour des raisons inverses.

b - Le transport

Le marché du secteur des transports de Sakasso déborde le cadre de la sous-préfecture. De même que pour les centres semi-urbains situés en zone caféière, le parc de véhicules n'est utilisé pleinement que pendant la traite.

Botro et Didiévi ont une demande relativement élevée de transport presque intégralement satisfaite par l'extérieur. Seule, l'urbanisation de ces centres pourrait régulariser la demande et favoriser le développement des transports.

Ces conditions favorables pourront difficilement être réunies à Brobo et à Diabo à cause de leur proximité de Bouaké et de l'étroitesse de leur marché.

c - L'artisanat et les services

Les activités urbaines étant faibles dans ces zones, l'artisanat et les services ne trouvent pas encore le support susceptible d'assurer leur développement.

V

LES PROBLÈMES POSÉS PAR LES TRANSFORMATIONS DES STRUCTURES DE PRODUCTION DE LA ZONE RURALE

L'étude de l'organisation et du fonctionnement des zones rurales de la région de Bouaké a permis de mettre en évidence un certain nombre de phénomènes importants dont la connaissance est indispensable à la définition et à l'élaboration de toute politique d'aménagement.

I – L'IMPORTANCE DU RÔLE JOUÉ PAR L'EXTÉRIEUR DANS LE FONCTIONNEMENT DE L'ÉCONOMIE RÉGIONALE

Elle s'explique par la faible productivité des exploitations traditionnelles qui pousse une grande partie de la population active vers les zones caféières et le milieu urbain de la Basse-Côte. Cependant, on ne saurait trop insister sur les formes et les mobiles actuels des migrations. En effet, une vision superficielle consisterait à sous-estimer dans cette région, non seulement l'hétérogénéité des structures, mais surtout celle des motivations et des comportements. On aboutirait, semble-t-il, à de sérieux déboires lors des projets d'aménagement si l'on espérait pouvoir composer avec la réalité à l'aide du seul revenu monétaire.

On observe, en effet, que le développement de la scolarisation au cours des dernières années a contribué à intensifier le rythme des départs. Ces derniers se font principalement à destination du milieu urbain. Les jeunes manifestent une désaffection de plus en plus grande pour l'agriculture et pour certains métiers manuels dès lors qu'ils ont eu la chance de transiter par l'école primaire.

Ils subissent, en outre, l'attraction des villes d'autant plus que les villages et les centres semi-urbains avoisinants sont très peu équipés et n'offrent aucune possibilité d'emploi dans l'immédiat.

Cette forme de migration s'est développée avec une grande rapidité dans le milieu féminin au cours des dernières années. Elle a provoqué de nouveaux départs parmi les jeunes analphabètes dans la mesure où ceux-ci éprouvent de plus en plus de difficultés à trouver une épouse qui accepte de rester au village afin de se livrer aux activités agricoles et domestiques.

Ces observations montrent que le développement de l'économie de savane dépasse largement la simple définition de programmes d'action en matière agricole et ne doit pas être seulement analysé en termes de revenus. C'est en effet tout le problème de l'aménagement rural qui est ici posé en fonction des données nouvelles et du niveau d'aspiration des intéressés.

II – L'IMPACT DES OPÉRATIONS SECTORIELLES DE DÉVELOPPEMENT

Si l'on analyse l'impact des opérations sectorielles de développement entreprises au cours des dix dernières années, on constate que celui de la CFDT a été le plus spectaculaire puisqu'il a provoqué un flux de recettes supplémentaires de 140 millions environ dans les sous-préfectures concernées : Béoumi, Botro, Brobo et Katiola. Les surfaces cultivées sont très faibles dans les zones caféières de la région, en particulier, à Tiébissou et à Sakasso. A Diabo, les services de vulgarisation tentent progressivement de faire adopter cette culture qui se heurte à l'opposition des forces traditionnelles.

Il faut toutefois observer que :

- la culture du coton se fait généralement en marge de l'exploitation traditionnelle et les surfaces moyennes cultivées par groupe sont comprises entre 25 et 38 ares ;
- cette activité n'est pas encore totalement adoptée par les paysans. Selon les rendements, le nombre de cultivateurs peut varier considérablement d'une année à l'autre. Autour d'un noyau plus ou moins permanent, il existe une masse d'adhérents occasionnels dont l'importance dépend des rendements escomptés de la production caféière ;
- dans certains secteurs, essentiellement à Diabo et chez les Satikran de Botro, les autorités traditionnelles s'opposent plus ou moins à la pratique de cette culture. Elles considèrent que cette activité contrarie les génies de la terre. Il semble difficile de faire la part du poids de la société traditionnelle et celle d'un passé encore vivace où la culture du coton était imposée par l'administration coloniale. Pour s'y soustraire, la société a secrété certains mythes tels que les effets néfastes du coton sur les pluies ou ceux des produits de traitement et de certains déchets imperceptibles sur la santé des paysans et, en particulier, sur leurs yeux.

L'action de la CAITA a une moins grande envergure. La région compte moins de 1 000 planteurs de tabac encadrés par cet organisme et les revenus tirés de cette culture ne dépassaient pas 7 millions de F.CFA en 1969. Ceci s'explique par les faits suivants :

- le tabac exige deux fois plus de travail que le coton pour un revenu à peu près égal ;
- la commercialisation fondée sur un contrôle très strict de la qualité du produit n'est pas favorable au paysan ;
- la CAITA ne dispose que de moyens limités et ne contrôle pas la production de tabac local.

En ce qui concerne le riz, les résultats obtenus par la SATMACI sont encore limités. Son action dans la région au niveau de la production n'a commencé véritablement qu'au cours de la campagne 1968-1969.

Il n'y a pas, semble-t-il, d'opposition des paysans à la culture du riz. Néanmoins, il semble que ceux-ci seraient plus favorables au riz pluvial qu'au riz irrigué bien que dans certains secteurs Gnamien et Kouadiokro à Diabo, Menankro et Koubobodan à Béoumi, par exemple, ce dernier soit récolté dans les bas-fonds.

Il faudrait aussi signaler l'extension de la culture du riz irrigué autour des centres semi-urbains lorsque les conditions le permettent: C'est généralement le fait de cultivateurs Dioula bénéficiant de l'assistance technique des Formosans à Béoumi, Sakasso, Tiébissou.

Il semble que cette culture pourrait s'inscrire dans un assolement triennal après l'igname et le coton dans la mesure où elle fait déjà partie de la pratique locale, en particulier à Botro, Diabo et Katiola.

III – L'EXPERIENCE DE DEVELOPPEMENT INTEGRE : LES SECTEURS PILOTES

Ces différentes opérations de développement se réalisent dans un cadre sectoriel et sont la plupart du temps juxtaposées aux activités traditionnelles. Elles n'ont pas réussi, jusqu'à présent, à dynamiser les structures de production. La seule tentative d'un développement intégré est actuellement réalisée par les secteurs pilotes dont l'objectif est la définition de nouvelles structures d'exploitation adaptées à la savane et susceptibles d'assurer assez rapidement un accroissement du revenu des paysans.

Au terme de huit années d'expérimentation, le revenu monétaire tiré des cultures dans les secteurs pilotes a été multiplié par sept. Il se situe autour de 60 000 F.CFA dans le village de Bokakouamékro qui est le centre d'expérimentation le plus ancien. Les exploitations mises en place assurent un revenu correspondant à celui d'un manoeuvre en ville, soit 210 F.CFA par jour.

Il est évident que, malgré l'importance des résultats obtenus tant sur le plan qualitatif que quantitatif par rapport à la base de départ, le revenu escompté est encore trop faible au regard de l'effort exigé pour espérer contrebalancer l'effet d'attraction qu'exercent sur les ruraux les plantations de la Basse-Côte et le milieu urbain.

Il y a donc encore une tâche importante à accomplir pour définir et expérimenter de nouveaux modèles d'exploitations adaptés à la savane capables d'assurer une rémunération équivalente à celle qu'un certifié ou un breveté peut espérer en ville. Ceci relève essentiellement du domaine de la recherche et dépasse le cadre de la pré vulgarisation que se sont fixés les secteurs pilotes.

IV – LES FREINS SOCIOLOGIQUES AU DEVELOPPEMENT

A côté de ces facteurs d'ordre technique qui freinent le développement de la zone rurale, il faut tenir compte de la résistance de la société traditionnelle à toute transformation du statut des terres cultivées et à la politique de regroupement des cultures ainsi que de tous les problèmes posés par les interdictions afférentes au travail et aux cultures.

Des solutions qui seront apportées à ces différentes questions dépendra la réussite des programmes de développement qui seront préconisés.

Jusqu'à présent, la zone rurale avait réussi à trouver un équilibre en associant aux cultures vivrières quelques ares de café ou en rejetant vers les régions plus prospères une partie de sa population active qui, en retour, assurait un flux compensatoire de recettes aux résidents. Il semble que l'on s'engage actuellement vers la rupture de cet équilibre sous la pression des mouvements migratoires

qui sont commandés par de nouvelles motivations et dont l'orientation urbaine devient prédominante. Il n'est guère possible d'espérer une aide de jeunes gens qui réussissent difficilement à trouver un emploi dans le milieu urbain et qui consomment souvent l'intégralité de leur revenu.

Sur place ou ailleurs, pour les éléments les plus dynamiques, il convient de choisir rapidement entre l'amélioration des schémas traditionnels existants et la définition de structures de production assurant une meilleure valorisation du travail et des débouchés rémunérateurs. Le barrage de Kossou qui occupera une grande partie de la zone devrait être l'occasion de réaliser les mutations qui s'imposent pour dynamiser cette société rurale.

VI

L'UTILISATION DES REVENUS ET L'ORIENTATION ACTUELLE DE LA CONSOMMATION

Cet aspect de l'analyse ne fait qu'indirectement partie de notre recherche ; il a toutefois paru nécessaire de poser un certain nombre de problèmes et d'orienter la réflexion.

Il ressort, en effet, de l'étude :

- que la seule optique du revenu n'est pas suffisante pour asseoir une politique de développement adaptée à la zone concernée ;
- que, par ailleurs, la mesure des élasticités de consommation doit être conduite avec une extrême prudence et étayée par une connaissance concrète des comportements et motivations qui ne se prête pas toujours à une quantification rigoureuse ;

Deux questions doivent être abordées :

- existe-t-il une liaison étroite entre l'accroissement des revenus et le niveau de consommation ?
- les différentes opérations de développement et la plus grande ouverture de ces zones sur l'extérieur ont-elles entraîné une modification des structures de consommation et une orientation des dépenses vers des secteurs susceptibles d'avoir un effet d'induction sur les activités régionales ?

I – LES RELATIONS ENTRE LE NIVEAU DE CONSOMMATION ET L'ACCROISSEMENT DES REVENUS DANS LA ZONE RURALE

Une étude comparative des trois sous-zones considérées semblerait confirmer la liaison entre le montant des dépenses annuelles par tête et le niveau du revenu.

| | Dépense | Revenu |
|----------------------------------|---------|--------|
| Sakasso, Tiébissou, Béoumi | 9 630 | 11 100 |
| Botro et Katiola | 6 440 | 7 550 |
| Brobo, Diabo, Didiévi | 4 810 | 4 980 |

Outre qu'il s'agit ici d'une «série» spatiale et non d'une série temporelle, cette première approche dissimule en fait des problèmes importants au niveau des comportements :

a - En ce qui concerne les *produits alimentaires importés*, l'augmentation des revenus se traduit au niveau de la consommation par un accroissement des achats de poisson, de viande, de volaille, de riz et d'huile.

Toutefois, si ce phénomène est évident dans le cas du poisson (1), il n'en est pas de même pour les moutons et la volaille, dont la consommation répond à un ensemble d'obligations culturelles ; de ce fait, ces deux derniers postes peuvent croître pour des motifs totalement opposés :

- une mauvaise récolte entraîne une augmentation des sacrifices, malgré la baisse des revenus, afin de préparer des jours meilleurs ;
- une récolte abondante n'entraîne pas nécessairement un accroissement important de la consommation de viande à moins que des obligations sociales différées telles que les funérailles ne l'imposent.

En fin de compte, l'inélasticité de la consommation de viande traduit la prédominance des obligations culturelles sur la consommation simplement alimentaire ; la même élasticité apparaîtrait sur le poste «volaille» si la production locale, c'est-à-dire l'autoconsommation, non prise en compte dans notre analyse, n'introduisait des distorsions entre les zones (Katiola et dans une moindre mesure, Brobo disposent d'un élevage de volaille non négligeable).

La demande de sel, d'huile et de sucre est assez faiblement élastique. Néanmoins, dans les zones où la consommation de pain augmente, on note une évolution parallèle de celle du sucre ; les deux produits sont même souvent associés lors de la vente.

Les achats de riz importé sont très élastiques dans les zones caféières. En effet, quand la production caféière est bonne, la culture de l'igname est relativement délaissée et on enregistre une élasticité de substitution assez forte. Par contre, dans les zones à prédominance vivrière, la demande de riz est relativement faible et assez stable dans la mesure où la production d'igname est suffisante et où il existe une forte autoconsommation de riz local.

b - Parmi les *produits locaux*, seule l'igname présente une forte élasticité en zone caféière, tant pour l'alimentation que pour les essences ; les raisons en sont les mêmes que celles déjà évoquées pour le riz importé. En dehors de quelques mauvaises années, la demande est faible et très peu sensible dans les zones à prédominance vivrière.

c - Les achats de *boissons* intéressent surtout le vin d'importation, le vin de palme et la bière de mil. Ils croissent avec l'augmentation des revenus. Toutefois, il convient de signaler que les obligations sociales jouent ici aussi un rôle déterminant. En ce qui concerne le vin de palme, sa consommation est également fonction de la soudure ; en effet, durant cette période, les hommes en font une grande utilisation pour pallier la pénurie d'igname.

d - Parmi les *autres produits de consommation courante*, il est nécessaire de distinguer :

- le **pétrole**, dont la demande n'est pas fonction du revenu. Il est essentiellement utilisé pour l'éclairage durant une faible partie de la nuit. En revanche, le savon, les produits de beauté, les cigarettes suivent une évolution parallèle à celle des revenus ;

(1) Le poisson n'est jamais utilisé dans le cadre d'obligations culturelles mais fait l'objet d'une consommation quotidienne purement alimentaire et sert de contrepartie lors des travaux collectifs dans le cadre familial.

– Les dépenses vestimentaires sont très sensibles aux variations de revenus. Notons que leur élasticité est plus faible que celle des boissons et, qu'en valeur relative, elles représentent une plus faible partie du revenu. Les achats d'articles ménagers suivent la même tendance mais dans des proportions moindres.

e - Les ressources consacrées à la *médecine* moderne sont fonction du revenu mais le degré d'équipement des centres en matière sanitaire exerce une influence considérable sur ce type de consommation ; les sommes consacrées à la médecine traditionnelle sont, au contraire, très stables quel que soit le montant des revenus.

f - Les différences qui apparaissent dans le niveau de la *consommation intermédiaire* dépendent de la nature des exploitations et des rendements de la production (achat de semences d'igname quand la production en a été insuffisante ; dépenses de carburant pour décortiqueurs quand les rendements du café sont satisfaisants) ; il en est de même pour certains types d'équipements (outils, machines, moyens de transport).

g - Les *investissements dans la construction* sont beaucoup plus importants dans les zones riches qu'ailleurs, bien qu'ils y aient connu un ralentissement dans tout le secteur intéressé par le barrage de Kossou. Cette activité a un effet d'entraînement limité sur l'artisanat à cause de la forte utilisation de la main-d'œuvre familiale.

II – LES ORIENTATIONS ACTUELLES DE L'UTILISATION DES REVENUS DANS LA ZONE RURALE

Les structures de consommation ont subi certaines modifications au cours des dernières années. Ces modifications ont porté sur les postes suivants :

| Secteurs | Biens et Services | Évolution |
|--|---|---|
| Alimentation | Pain, riz et sucre | Forte augmentation dans les zones caféières |
| Boissons | Jus de fruits, alcools divers, vin | Augmentation moyenne |
| Autres produits de consommation courante | Vêtements, chaussures, articles ménagers, produits d'hygiène et de beauté | Forte augmentation (consommation ostentatoire) |
| Santé | Achats de produits pharmaceutiques | Forte augmentation |
| Consommation intermédiaire | Engrais, grillage | Forte augmentation liée à la production cotonnière et rizicole |
| Autres services | { Transport { Scolarisation | { Forte augmentation due à l'intensification des migrations, à l'attraction des villes et au développement de la scolarisation { Très forte croissance qui est conditionnée par le degré d'équipement des sous-préfectures |
| Équipement | Construction | Faible croissance qui semble s'expliquer par le projet du barrage de Kossou dans la zone caféière |

- Ces dépenses intéressent surtout des produits de la consommation finale qui n'ont qu'un faible effet d'induction sur les activités régionales puisqu'elles se traduisent surtout par des importations.
- Malgré l'accroissement des dépenses dans certains secteurs, il semble que la thésaurisation demeure encore élevée puisqu'elle est en moyenne de 15% dans la zone. La plupart des déficits budgétaires enregistrés ont pour origine des causes exceptionnelles (funérailles, maladie, adultère, règlement de dettes différées) ; ils sont comblés par la déthésaurisation des fonds mis en réserve au cours des années précédentes. Cette observation permet de mettre l'accent sur certains phénomènes qui mériteraient de retenir l'attention : il existe, en effet, d'étroites relations entre les mouvements de thésaurisation-déthésaurisation et les fluctuations importantes de la production caféière, que l'épargne dégagée sert en partie à atténuer ; le niveau d'épargne réellement disponible est de ce fait très inférieur au niveau apparent d'épargne moyenne.

Il ressort de cette analyse que les fluctuations de la consommation sont moins importantes que celles de la production à cause :

- de l'existence d'un niveau de consommation incompressible et de certaines dépenses (achats de semences, frais de scolarisation) auxquelles les groupes de production sont contraints de faire face ;
- des obligations culturelles qui sont de véritables variables autonomes et pour lesquelles les groupes de production déthésaurisent ou empruntent.

III — QUELQUES OBSERVATIONS SUR LES STRUCTURES DE CONSOMMATION DANS LES CENTRES

Dans les centres, les formes et le niveau de la consommation diffèrent considérablement selon les groupes sociaux. Il convient, en effet, de distinguer :

- d'une part, la population agricole des centres semi-urbains et des bourgs ruraux ;
- d'autre part, la population urbaine non agricole.

a - Dans le premier groupe, les problèmes posés par les structures de consommation et leur évolution sont à peu près identiques à ceux évoqués à propos de la zone rurale. Toutefois, la consommation de certains produits est plus importante ; il en est ainsi pour le pétrole, l'éclairage dans les centres étant permanent pendant la nuit. On note aussi qu'une part sensiblement plus grande des revenus est consacrée aux plats préparés et à certaines formes de loisirs. Enfin, les mesures d'assainissement urbain ont été à l'origine d'une forte déthésaurisation au profit de l'habitat en dur ; ce dernier a indirectement suscité un accroissement des achats à l'artisanat, en particulier pour l'ameublement.

b - Dans le second groupe, l'importance des revenus et l'hétérogénéité de la population concernée confèrent une autre dimension à l'analyse des structures de consommation.

Au cours de ces dernières années, on a observé un accroissement général du niveau de consommation des urbains non agricoles qui s'est porté plus particulièrement sur les postes suivants :

- le riz, le pain, l'huile et les conserves ;
- les boissons : alcools divers et jus de fruits ;
- les vêtements, les chaussures.

Quatre autres catégories de dépenses ont augmenté à un rythme très rapide :

- les dépenses consacrées à l'éclairage par suite de l'électrification des centres et de certains bourgs ruraux ;

- les investissements dans la **construction**, qui ont entraîné une croissance des achats d'équipement mobilier, dont la majeure partie s'effectue à l'extérieur ;
- les achats de **moyens de transport** : vélomoteurs, voitures ;
- les achats de **biens de luxe** : postes de radio, réfrigérateurs, téléviseurs, etc.

IV – EFFETS DE LA CONSOMMATION URBAINE SUR LA ZONE RURALE ET SUR LES CENTRES

a - La croissance des revenus et de la consommation des urbains n'a eu que **peu d'effets sur la zone rurale** :

- . la **faible dimension** démographique des centres et l'importance de leur population agricole en font des marchés très étroits pour la production rurale ;
- . la **substitution** de certains produits d'importation aux produits locaux réduit encore les débouchés de la zone rurale en milieu urbain.

b - **Dans les centres**, l'accroissement de la consommation a eu des **effets sensiblement différents** selon les secteurs d'activité :

- . tout d'abord, les achats de **produits manufacturés** ont connu une très forte expansion qui a surtout profité au commerce moderne et dont l'impact sur l'emploi a été très faible
- . les dépenses dans la **construction** et le développement de la **consommation** de certains produits (en particulier, le pain, les vêtements, les chaussures, les achats de radios, de montres et de cyclomoteurs) ont quelque peu favorisé la naissance d'un noyau d'artisanat moderne.

On note que la **construction** et les **activités annexes** sont à l'origine d'une grande partie des emplois créés dans les centres semi-urbains et à Sakasso. Cependant, la croissance de ce secteur a considérablement diminué à Tiébissou après une phase de haute conjoncture entre 1964 et 1967 et n'a eu qu'un faible pouvoir d'induction sur la vie économique du centre.

- . en ce qui concerne les **services**, aucune incidence particulière n'a été enregistrée. d'autant plus que leur implantation est extrêmement difficile à cause de l'étroitesse de la demande et de la proximité de Bouaké.
- . la **consommation des administrations** de même que leurs dépenses d'équipement ne sont pas très élevées dans les centres et leur action sur le développement des activités locales se trouve encore réduite du fait que la plupart de leurs achats se font à l'extérieur et, en particulier, à Bouaké.

V – UTILISATION DE L'ÉPARGNE EN MILIEU URBAIN

Les problèmes posés par l'utilisation de l'épargne de la population agricole des centres sont à peu près semblables à ceux qui ont été abordés à propos de la zone rurale. Ceux de la population urbaine non agricole sont plus complexes. Il convient, en effet, de distinguer :

- l'épargne des **fonctionnaires**, entièrement transférée à l'extérieur mise à part celle de quelques employés originaires de la zone ;
- les **commerçants** et **transporteurs** qui réinvestissent très peu dans les centres : étant souvent étrangers à la zone, ils ont tendance à transférer leur épargne à l'extérieur ;
- les **artisans** et les **petits commerçants**, bien que disposant d'une épargne moins importante, investissent relativement plus dans les centres ; la construction est le principal secteur bénéficiaire de leur apport.

CONCLUSION

Les remarques et les critiques qui se dégagent de l'examen du présent travail doivent permettre dans une étape ultérieure :

- la définition d'une méthodologie d'analyse régionale légère utilisant au maximum les matériaux disponibles ;
- la mise en place d'un cadre d'analyse dynamique directement utilisable aux divers stades de la planification régionale :
 - . diagnostic et choix des objectifs,
 - . programmation,
 - . mesure des effets et contrôle de l'exécution ;
- il faut enfin souligner que le domaine d'investigation recouvre les quatre sous-préfectures les plus directement concernées par le barrage de Kossou dont les modifications structurelles au cours des prochaines années constitueront un champ d'expérience privilégié.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

La présente analyse repose sur un certain nombre d'enquêtes et recherches préalables rappelées ci-dessous.

A - PROBLÈMES DÉMOGRAPHIQUES

1. Béoumi. Exploitation manuelle de l'enquête démographique - ORSTOM ; Min. du Plan ; Min. de l'Agriculture Abidjan, octobre 1967, 31 pages, multigr.
2. Sakasso. Exploitation manuelle de l'enquête démographique - ORSTOM ; Min. du Plan ; Min. de l'Agriculture Abidjan, novembre 1967 ; 21 pages, multigr.
3. Rapport préliminaire d'enquête des zones d'extension des secteurs-pilotes Diabo-Brobo (1ère partie ; enquête démographique).
B. LE COUR GRANDMAISON - ORSTOM ; Min. du Plan ; Min. de l'Agriculture, ORSTOM Sciences Humaines, vol. II, 1 ; Abidjan, 1969, 98 pages, multigr.
4. Mouvements migratoires et développement économique dans la zone dense à l'Ouest de Bouaké.
J. MICHOTTE - ORSTOM ; Min. du Plan ; Min. de l'Agriculture ; ORSTOM Sciences Humaines, vol. I, 9, Abidjan, 1968, 76 pages, multigr.

B - ÉCONOMIE URBAINE

5. Rapport préliminaire d'étude des centres semi-urbains.
J. CHEVASSU - ORSTOM, Abidjan, septembre 1967, 66 pages, multigr.
6. Étude économique d'un centre semi-urbain : Béoumi.
J. CHEVASSU - ORSTOM ; Min. du Plan ; Min. de l'Agriculture, ORSTOM Sciences Humaines, vol. I, 3, Abidjan, 1968 ; 130 pages, multigr.
7. Étude de quelques centres semi-urbains.
J. CHEVASSU - ORSTOM ; Min. du Plan ; Min. de l'Agriculture ; ORSTOM Sciences Humaines, vol. I, 7, Abidjan, 1968, 226 pages, multigr.

C - ÉCONOMIE RURALE : STRUCTURES DE PRODUCTION

8. Étude comparative de cinq strates d'exploitations de la zone rurale de Brobo - Évolution 1961 - 1967.
G. ANCEY - ORSTOM ; Min. du Plan ; Min. de l'Agriculture Bouaké, avril 1968, 152 pages, multigr.
9. Groupes de production et niveau de revenu dans la zone dense à l'ouest de Bouaké.
J. MICHOTTE - ORSTOM ; Min. du Plan ; Min. de l'Agriculture ; ORSTOM Sciences Humaines, vol. II, 2, Abidjan, 1969, 75 pages, multigr.
10. Les notions d'activité et d'actifs à l'intérieur d'une exploitation agricole.
G. ANCEY - ORSTOM ; Bouaké, juin 1968, 22 pages, multigr.

D - ÉCONOMIE RURALE : OPÉRATION DE DÉVELOPPEMENT

11. Bilan de l'opération secteurs-pilotes en Moyenne Côte d'Ivoire 1959-1968
Ph. BONNEFOND - ORSTOM ; Min. du Plan ; Min. de l'Agriculture ; ORSTOM Sciences Humaines, vol. I, 6, Abidjan, 1968, 2 t. 175 et 101 pages, multigr.
12. Étude d'une expérience d'animation rurale en Côte d'Ivoire.
J. MICHOTTE - ORSTOM, Abidjan, mars 1967, 80 pages, multigr.
13. Essai d'appréciation des effets des opérations de développement à partir de l'étude d'un groupe de budgets familiaux (s/préfecture de Béoumi, département du centre).
J. MICHOTTE - Orstom, Abidjan, juin 1967, 54 pages, multigr.
14. Les centres de productivité de Bounda et de Saminikro.
G. ANCEY - ORSTOM, Abidjan, décembre 1967, 30 pages, multigr.
15. Notes sur les zones de développement de Brobo et de Diabo (document de travail).
Ph. BONNEFOND - ORSTOM ; Min. du Plan ; Min. de l'Agriculture, Abidjan, 1969 ; ORSTOM Sciences Humaines, vol. II, 3, 113 pages, multigr.

E - ÉLÉMENTS D'ANALYSE RÉGIONALE

16. Étude de la zone rurale de Brobo - Présentation méthodologique.
G. ANCEY - ORSTOM Baouké, août 1967, 30 pages, multigr.
17. La zone rurale de Brobo vue à travers son marché hebdomadaire.
G. ANCEY - ORSTOM ; Min. du Plan ; Min. de l'Agriculture.
Rapport détaillé : Bouaké, sept. 1967, 162 pages, multigr.
Rapport résumé : Bouaké, nov. 1967, 69 pages, multigr.
18. Les marchés du pays Baoulé de la zone dense.
J. MICHOTTE - ORSTOM ; Min. du Plan ; Min. de l'Agriculture ; ORSTOM Sciences Humaines, vol. III, 5, Abidjan, 1970, 2 t. 29 et 25 p., multigr.

F - SOCIOLOGIE

en particulier

19. Les aspects ostentatoires du système économique Baoulé
Pierre ÉTIENNE - *Cahiers de l'ISEA* - t. II, 4, avril 1968.

G - ÉTUDES GÉNÉRALES PLURI-DISCIPLINAIRES

20. Étude régionale de Bouaké

RCI ; Min. du Plan (en particulier : t. 1, le peuplement 239 pages, 1965 ;
t. 2, l'économie, 326 pages, 1996).

H - THÉORIE DE L'ANALYSE

21. Schémas d'analyse et cadres d'action du développement régional pour les pays neufs.

J.C. PERRIN et H. LHUILLIER - *Cahiers ORSTOM, sér. Sciences Humaines*,
vol. IV, 2, Paris, 1967.

annexes

QUELQUES AGRÉGATS SIGNIFICATIFS SUR LES ZONES RURALES

- I - Structure des revenus des ruraux par zone homogène (autoconsommation non comprise)*
 - II - Structure des dépenses par zone homogène*
 - III - Tableaux d'échange réduit intra-zonal*
 - IV - Formation et utilisation des revenus*
-

STRUCTURE DES REVENUS DES RURAUX PAR ZONE HOMOGÈNE
(autoconsommation non comprise)

Zone homogène : les sous-préfectures ont été regroupées en trois ensembles à l'intérieur desquels les structures de production et le revenu monétaire des ruraux sont voisins. La population agricole des centres est exclue :

1. Béoumi, Sakasso, Tiébissou
2. Katiola, Botro
3. Didiévi, Brobo, Diabo.

Autres tubercules et féculents : banane plantain, manioc, taro.

Boissons locales : vin de palme, bière de mil et de maïs.

Commerce : valeur ajoutée par les boutiquiers et les tabliers installés dans les villages.

Les données relatives à Tiébissou, Katiola et Didiévi ont été extrapolées à partir des enquêtes effectuées sur des zones voisines et semblables ; certaines pondérations ont cependant été effectuées pour tenir compte des spécialisations de certaines zones :

- artisanat à Tiébissou ;
- élevage à Katiola.

| SOUS PREFECTURE | | Sakasso, Béoumi, Tiébissou (140 000 h) (1) | | | Botro, Katiola (75 000 h.) (2) | | | Diabo, Brobo, Didiévi (88 000 h.) (3) | | | Ensemble (303.000 habitants) | | |
|---|--------------------------------|---|-------|-------------------------------|-----------------------------------|-------|-------------------------------|--|-------|-------------------------------|---------------------------------|-------|-------------------------------|
| | | valeurs en millions | % | Revenu par tête en frs. | valeurs en millions | % | Revenu par tête en frs. | valeurs en millions | % | Revenu par tête en frs. | valeurs en millions | % | Revenu par tête en frs. |
| ORIGINE | | | | | | | | | | | | | |
| cultures industrielles | Café | 610,0 | 39,2 | 4355,0 | 110,0 | 19,4 | 1465,0 | 47,0 | 10,7 | 535,0 | 767,0 | 30,0 | 2530,0 |
| | cacao | 76,0 | 4,9 | 540,0 | 2,0 | 0,4 | 25,0 | 12,0 | 2,8 | 135,0 | 90,0 | 3,5 | 300,0 |
| | coton | 56,0 | 3,6 | 400,0 | 66,0 | 11,6 | 880,0 | 16,0 | 3,7 | 185,0 | 138,0 | 5,4 | 455,0 |
| | tabac | 5,0 | 0,3 | 35,0 | 1,0 | 0,2 | 15,0 | 1,0 | 0,2 | 10,0 | 7,0 | 0,3 | 25,0 |
| | T O T A L | 747,0 | 48,0 | 5330,0 | 179,0 | 31,6 | 2385,0 | 76,0 | 17,4 | 865,0 | 1002,0 | 39,2 | 3310,0 |
| cultures vivrières | igname | 93,0 | 6,0 | 665,0 | 48,0 | 8,5 | 640,0 | 45,0 | 10,3 | 510,0 | 186,0 | 7,3 | 615,0 |
| | autres tubercules et féculents | 26,0 | 1,7 | 185,0 | 12,0 | 2,1 | 160,0 | 9,0 | 2,0 | 105,0 | 47,0 | 1,8 | 155,0 |
| | T O T A L | 119,0 | 7,7 | 850,0 | 60,0 | 10,6 | 800,0 | 54,0 | 12,3 | 615,0 | 233,0 | 9,1 | 770,0 |
| Céréales oléagineux | riz | 20,0 | 1,3 | 140,0 | 9,0 | 1,6 | 120,0 | 7,0 | 1,6 | 80,0 | 36,0 | 1,4 | 120,0 |
| | autres céréales | 32,0 | 2,0 | 230,0 | 20,0 | 3,5 | 265,0 | 21,0 | 4,8 | 240,0 | 73,0 | 2,9 | 240,0 |
| | T O T A L | 52,0 | 3,3 | 370,0 | 29,0 | 5,1 | 385,0 | 28,0 | 6,4 | 320,0 | 109,0 | 4,3 | 360,0 |
| Produits du palmier | vin de palme | 98,0 | 6,3 | 700,0 | 16,0 | 2,8 | 210,0 | 16,0 | 3,7 | 185,0 | 130,0 | 5,1 | 430,0 |
| | graine et huile | 29,0 | 1,9 | 205,0 | 7,0 | 1,2 | 95,0 | 4,0 | 0,9 | 45,0 | 40,0 | 1,6 | 130,0 |
| | T O T A L | 127,0 | 8,2 | 905,0 | 23,0 | 4,0 | 305,0 | 20,0 | 4,6 | 230,0 | 170,0 | 6,7 | 560,0 |
| Autres produits ruraux | condiments | 22,0 | 1,4 | 160,0 | 11,0 | 1,9 | 150,0 | 9,0 | 2,0 | 105,0 | 42,0 | 1,6 | 140,0 |
| | Fruits | 28,0 | 1,8 | 200,0 | 10,0 | 1,8 | 135,0 | 4,0 | 0,9 | 45,0 | 42,0 | 1,6 | 140,0 |
| | Élevage | 15,0 | 1,0 | 105,0 | 17,0 | 3,0 | 225,0 | 5,0 | 1,1 | 55,0 | 37,0 | 1,5 | 120,0 |
| | Tabac | 4,0 | 0,3 | 30,0 | 2,0 | 0,4 | 25,0 | 2,0 | 0,5 | 25,0 | 8,0 | 0,3 | 25,0 |
| | Bois | 3,0 | 0,2 | 20,0 | 2,0 | 0,4 | 25,0 | 3,0 | 0,7 | 35,0 | 8,0 | 0,3 | 25,0 |
| | Artisanat | 24,0 | 1,5 | 170,0 | 10,0 | 1,8 | 135,0 | 10,0 | 2,3 | 110,0 | 44,0 | 1,7 | 145,0 |
| | Boissons locales | - | - | - | 8,0 | 1,4 | 105,0 | - | - | - | 8,0 | 0,3 | 25,0 |
| T O T A L | 96,0 | 6,2 | 685,0 | 60,0 | 10,6 | 800,0 | 33,0 | 7,5 | 375,0 | 189,0 | 7,3 | 620,0 | |
| Commerce (boutique, tabliers, villages) | | 18,0 | 1,2 | 130,0 | 8,0 | 1,4 | 105,0 | 5,0 | 1,1 | 55,0 | 31,0 | 1,2 | 100,0 |
| Service (médecine locale, divers) | | 21,5 | 1,4 | 155,0 | 11,0 | 1,9 | 150,0 | 10,5 | 2,4 | 120,0 | 43,0 | 1,7 | 140,0 |
| Transferts | migrations saisonnières | 51,0 | 3,3 | 365,0 | 60,0 | 10,6 | 800,0 | 70,0 | 16,0 | 795,0 | 181,0 | 7,1 | 600,0 |
| | plantations extérieures | 93,0 | 6,0 | 665,0 | 48,0 | 8,5 | 640,0 | 56,0 | 12,8 | 635,0 | 197,0 | 7,7 | 650,0 |
| | milieu rural et urbain | 226,0 | 14,5 | 1615,0 | 87,0 | 15,3 | 1160,0 | 84,0 | 19,2 | 955,0 | 397,0 | 15,5 | 1310,0 |
| | pensions, retraites | 3,5 | 0,2 | 25,0 | 1,5 | 0,3 | 20,0 | 1,5 | 0,3 | 15,0 | 6,5 | 0,2 | 20,0 |
| | T O T A L | 373,5 | 24,0 | 2670,0 | 196,5 | 34,7 | 2620,0 | 211,5 | 48,3 | 2400,0 | 781,5 | 30,5 | 2580,0 |
| R E V E N U | | 1554,0 | 100,0 | 11100,0 | 566,5 | 100,0 | 7550,0 | 438,0 | 100,0 | 4980,0 | 2558,5 | 100,0 | 8440,0 |

(1) Béoumi: 49 000 h. , Sakasso : 46 000 h. , Tiébissou: 45 000 h.

(2) Botro: 49 000 h. , Katiola: 26.000 h.

(3) Didiévi: 46 000 h. , Diabo: 23 000 h. , Brobo : 19.000 h.

ANNEXE II

STRUCTURE DES DÉPENSES PAR ZONE HOMOGÈNE

| Sous-Préfecture | Sakasso, Bécoumi, Tiébilissou (140 000 habitants) | | | Betro, Katiola (75.000 habitants) | | | Brébo, Diabo, Didiévi (88 000 habitants) | | | Ensemble (303 000 habitants) | | |
|---------------------------------------|--|-------------|---------------------------------|--------------------------------------|-------------|---------------------------------|---|-------------|---------------------------------|---------------------------------|-------------|---------------------------------|
| | Valeur en mil- lions | % | Dépenses par tête en frs. | Valeur en millions | % | Dépenses par tête en frs. | Valeur en millions | % | Dépenses par tête en frs. | Valeur en millions | % | Dépenses par tête en frs. |
| Produits alimentaires importés | | | | | | | | | | | | |
| - poisson | 76,0 | 5,6 | 540,0 | 35,0 | 7,2 | 465,0 | 28,0 | 6,6 | 320,0 | 139,0 | 6,2 | 460,0 |
| - viande | 49,0 | 3,6 | 350,0 | 26,0 | 5,4 | 345,0 | 29,0 | 6,8 | 330,0 | 104,0 | 4,6 | 345,0 |
| - volaille | 35,0 | 2,6 | 250,0 | 11,0 | 2,3 | 145,0 | 13,0 | 3,1 | 150,0 | 59,0 | 2,6 | 195,0 |
| - riz | 23,0 | 1,7 | 165,0 | 3,0 | 0,6 | 40,0 | 3,0 | 0,7 | 35,0 | 29,0 | 1,3 | 95,0 |
| - Pain | 11,0 | 0,8 | 80,0 | 4,0 | 0,8 | 55,0 | 3,0 | 0,7 | 35,0 | 18,0 | 0,8 | 60,0 |
| - huile | 8,0 | 0,6 | 55,0 | 2,0 | 0,4 | 25,0 | 1,0 | 0,2 | 10,0 | 11,0 | 0,5 | 35,0 |
| - sel | 4,0 | 0,3 | 30,0 | 2,0 | 0,4 | 25,0 | 2,0 | 0,5 | 20,0 | 8,0 | 0,4 | 25,0 |
| - sucre | 4,0 | 0,3 | 30,0 | 1,0 | 0,2 | 15,0 | 1,0 | 0,2 | 10,0 | 6,0 | 0,3 | 20,0 |
| - divers | 12,0 | 0,9 | 85,0 | 1,0 | 0,2 | 15,0 | 2,0 | 0,5 | 20,0 | 15,0 | 0,7 | 45,0 |
| TOTAL | 222,0 | 16,5 | 1585,0 | 85,0 | 17,6 | 1130,0 | 82,0 | 19,4 | 930,0 | 389,0 | 17,3 | 1280,0 |
| Produits locaux | | | | | | | | | | | | |
| - tubercules, féculents | 55,0 | 4,1 | 390,0 | 9,0 | 1,9 | 120,0 | 9,0 | 2,1 | 100,0 | 73,0 | 3,2 | 240,0 |
| - riz | 13,0 | 1,0 | 95,0 | 2,0 | 0,4 | 25,0 | 2,0 | 0,5 | 20,0 | 17,0 | 0,8 | 55,0 |
| - autres céréales, oléagineux | 4,0 | 0,3 | 30,0 | 5,0 | 1,0 | 65,0 | 5,0 | 1,2 | 60,0 | 14,0 | 0,6 | 45,0 |
| - condiments | 4,0 | 0,3 | 30,0 | 1,0 | 0,2 | 15,0 | 1,0 | 0,2 | 10,0 | 6,0 | 0,3 | 20,0 |
| - plats préparés (Rest. bar) | 28,0 | 2,1 | 200,0 | 12,0 | 2,5 | 160,0 | 12,0 | 2,8 | 140,0 | 52,0 | 2,3 | 170,0 |
| - produits du palmier | 4,0 | 0,3 | 30,0 | 2,0 | 0,4 | 25,0 | 2,0 | 0,5 | 20,0 | 8,0 | 0,4 | 25,0 |
| - fruits | 1,0 | 0,1 | 5,0 | 2,0 | 0,4 | 25,0 | 2,0 | 0,5 | 20,0 | 5,0 | 0,2 | 15,0 |
| - divers (fêtes, ciné. bal) | 5,0 | 0,4 | 35,0 | 1,0 | 0,2 | 15,0 | 1,0 | 0,2 | 10,0 | 7,0 | 0,3 | 25,0 |
| TOTAL | 114,0 | 8,5 | 815,0 | 34,0 | 7,0 | 455,0 | 34,0 | 8,0 | 385,0 | 182,0 | 8,1 | 600,0 |
| Boissons importées | | | | | | | | | | | | |
| - vin | 84,0 | 6,2 | 600,0 | 24,0 | 5,0 | 320,0 | 23,0 | 5,4 | 260,0 | 131,0 | 5,8 | 430,0 |
| - autres | 28,0 | 2,1 | 200,0 | 11,0 | 2,3 | 145,0 | 8,0 | 1,9 | 90,0 | 47,0 | 2,1 | 155,0 |
| TOTAL | 112,0 | 8,3 | 800,0 | 35,0 | 7,3 | 465,0 | 31,0 | 7,3 | 350,0 | 178,0 | 7,9 | 585,0 |
| Boissons locales | 67,0 | 5,0 | 480,0 | 19,0 | 3,9 | 255,0 | 13,0 | 3,1 | 150,0 | 99,0 | 4,4 | 330,0 |
| Produits importés | | | | | | | | | | | | |
| - pétrole | 15,0 | 1,1 | 105,0 | 8,0 | 1,7 | 105,0 | 9,0 | 2,1 | 100,0 | 32,0 | 1,4 | 105,0 |
| - savon, beauté | 13,0 | 1,0 | 95,0 | 4,0 | 0,8 | 55,0 | 4,0 | 0,9 | 45,0 | 21,0 | 0,9 | 70,0 |
| - cigarettes, allumettes | 14,0 | 1,0 | 100,0 | 6,0 | 1,2 | 80,0 | 5,0 | 1,2 | 60,0 | 25,0 | 1,1 | 85,0 |
| TOTAL | 42,0 | 3,1 | 300,0 | 18,0 | 3,7 | 240,0 | 18,0 | 4,2 | 205,0 | 78,0 | 3,4 | 260,0 |

| | | | | | | | | | | | | | |
|------------------------------|---------------------------------|--------|--------|--------|-------|--------|--------|-------|--------|--------|--------|--------|--------|
| N | Autres produits locaux (Artis.) | 32,0 | 2,4 | 230,0 | 19,5 | 3,8 | 245,0 | 14,0 | 3,3 | 160,0 | 64,5 | 2,9 | 215,0 |
| | Vêtements | 98,0 | 7,3 | 700,0 | 38,0 | 7,9 | 505,0 | 31,0 | 7,3 | 350,0 | 167,0 | 7,4 | 550,0 |
| | Articles ménagers | 24,0 | 1,8 | 170,0 | 11,0 | 2,3 | 145,0 | 9,0 | 2,1 | 100,0 | 44,0 | 2,0 | 145,0 |
| | Soins | | | | | | | | | | | | |
| | - modernes | 30,0 | 2,2 | 215,0 | 15,0 | 3,1 | 200,0 | 9,0 | 2,1 | 100,0 | 54,0 | 2,4 | 180,0 |
| - locaux | 21,0 | 1,6 | 150,0 | 11,0 | 2,3 | 145,0 | 13,0 | 3,1 | 150,0 | 45,0 | 2,0 | 150,0 | |
| C | TOTAL | 51,0 | 3,8 | 365,0 | 26,0 | 5,4 | 345,0 | 22,0 | 5,2 | 250,0 | 99,0 | 4,4 | 330,0 |
| | Scolarisation | 62,0 | 4,6 | 440,0 | 26,0 | 5,4 | 345,0 | 26,0 | 6,1 | 300,0 | 114,0 | 5,0 | 375,0 |
| | Transport | 72,0 | 5,3 | 515,0 | 30,0 | 6,2 | 400,0 | 31,0 | 7,4 | 360,0 | 133,5 | 5,9 | 440,0 |
| TOTAL | 896,0 | 66,5 | 6400,0 | 340,5 | 70,5 | 4540,0 | 311,5 | 73,6 | 3540,0 | 1548,0 | 68,7 | 5110,0 | |
| CONSUMATION INTERMEDIAIRE | Ignames | 56,0 | 4,2 | 400,0 | 10,0 | 2,1 | 135,0 | 6,0 | 1,4 | 70,0 | 72,0 | 3,2 | 235,0 |
| | autres semences | 4,0 | 0,3 | 30,0 | 1,0 | 0,2 | 15,0 | 1,0 | 0,2 | 10,0 | 6,0 | 0,3 | 20,0 |
| | Artisanat | 9,0 | 0,7 | 65,0 | 4,0 | 0,8 | 55,0 | 2,5 | 0,6 | 30,0 | 15,5 | 0,7 | 50,0 |
| | Engrais | 7,0 | 0,5 | 50,0 | 8,0 | 1,7 | 105,0 | 1,0 | 0,2 | 10,0 | 16,0 | 0,7 | 55,0 |
| | Carburant | 13,0 | 1,0 | 95,0 | 2,0 | 0,4 | 25,0 | 1,5 | 0,4 | 15,0 | 16,5 | 0,7 | 55,0 |
| | Pièces de rechange | 14,0 | 1,0 | 100,0 | 5,5 | 1,1 | 75,0 | 4,5 | 1,1 | 50,0 | 24,0 | 1,1 | 80,0 |
| | Transport | 6,0 | 0,4 | 40,0 | 3,0 | 0,6 | 40,0 | 3,0 | 0,7 | 35,0 | 12,0 | 0,5 | 40,0 |
| | TOTAL | 109,0 | 8,0 | 780,0 | 33,5 | 6,9 | 450,0 | 19,5 | 4,6 | 220,0 | 162,0 | 7,2 | 535,0 |
| EQUIPE- MENT | Articles de transport | 18,0 | 1,3 | 130,0 | 6,0 | 1,2 | 80,0 | 4,5 | 1,1 | 50,0 | 28,5 | 1,3 | 95,0 |
| | Outils machines | 32,0 | 2,4 | 230,0 | 6,0 | 1,2 | 80,0 | 6,0 | 1,4 | 70,0 | 44,0 | 2,0 | 145,0 |
| | Constructions | 56,0 | 4,2 | 400,0 | 17,0 | 3,5 | 225,0 | 9,0 | 2,1 | 100,0 | 82,0 | 3,6 | 270,0 |
| TOTAL | 106,0 | 7,9 | 760,0 | 29,0 | 6,0 | 385,0 | 19,5 | 4,6 | 220,0 | 154,5 | 6,9 | 510,0 | |
| AFFECTA- TION | Salaires | 105,0 | 7,8 | 750,0 | 19,0 | 3,9 | 255,0 | 6,0 | 1,4 | 70,0 | 130,0 | 5,8 | 430,0 |
| | Impôts, taxes | 43,0 | 3,2 | 305,0 | 23,0 | 4,8 | 305,0 | 27,0 | 6,4 | 305,0 | 93,0 | 4,1 | 305,0 |
| | Compensations matrimoniales | 42,0 | 3,1 | 300,0 | 17,0 | 3,5 | 225,0 | 18,0 | 4,2 | 205,0 | 77,0 | 3,4 | 255,0 |
| | Transferts | 47,0 | 3,5 | 335,0 | 21,0 | 4,3 | 280,0 | 22,0 | 5,2 | 250,0 | 90,0 | 4,0 | 295,0 |
| TOTAL | 237,0 | 17,6 | 1690,0 | 80,0 | 16,6 | 1065,0 | 73,0 | 17,2 | 830,0 | 390,0 | 17,3 | 1285,0 | |
| TOTAL GENERAL | | 1348,0 | 100,0 | 9630,0 | 483,0 | 100,0 | 6440,0 | 423,5 | 100,0 | 4810,0 | 2254,5 | 100,0 | 7440,0 |

TABLEAUX D'ÉCHANGE RÉDUIT INTRA-ZONAL

Ce tableau regroupe par zone et pour l'ensemble des zones, en les ventilant entre les différents secteurs d'activité :

- d'une part :
 - la production rurale commercialisée par les ruraux et les urbains ;
 - la production semi-urbaine, c'est-à-dire le chiffre d'affaires réalisé par les différents secteurs d'activité ;
 - les importations.
- d'autre part :
 - les consommations intermédiaires et finales ;
 - l'équipement rural et semi-urbain ;
 - les achats de l'administration (fonctionnement et équipement) ;
 - les exportations.

Il présente également les revenus constitués par les transferts en provenance de l'extérieur, à savoir :

- les transferts dus à l'administration, c'est-à-dire l'ensemble des dépenses d'équipement et de fonctionnement (salaires, matériel ou fournitures) ainsi que les bourses des élèves ;
- les transferts des milieux urbain et rural qui regroupent les transferts privés en provenance des villes et les revenus des plantations extérieures ; s'y ajoute la part des salaires amenée par les saisonniers ;
- les pensions et retraites.

Les transferts effectués par les parents au profit des élèves sont pour l'essentiel des flux intra-zonaux et n'ont pas été pris en compte ici.

III1 - TABLEAU D'ECHANGE REDUIT INTRA-ZONAL POUR KATIOLA. (Valeur en millions de francs)

| SECTEURS | Produc. rurale | Produc. semi- disponiurbain | Import. | CONSOMMA. RURALE | | | CONSOMMA. SEMI-URBAL | | | ADMINISTRATIO | | Export. | TOTAL |
|--------------------------------------|-------------------|-----------------------------------|---------|------------------|--------|--------|----------------------|--------|--------|-----------------|--------|---------|-------|
| | | | | Inter- médiai | Finale | Equip. | Inter- médiai | Finale | Equip. | Fonc- tionn. | Equip. | | |
| Cultures industrielles | 55,0 | 15,0 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 70,0 | 70,0 |
| Produits locaux | 62,0 | 28,0 | 16,0 | 3,5 | 13,5 | - | 4,0 | 65,0 | - | 2,0 | - | 18,0 | 106,0 |
| T O T A L | 117,0 | 43,0 | 16,0 | 3,5 | 13,5 | - | 4,0 | 65,0 | - | 2,0 | - | 88,0 | 176,0 |
| Artisanat | 5,0 | 71,0 | 5,0 | 1,5 | 5,5 | 4,0 | 5,0 | 23,0 | 12,0 | - | - | 30,0 | 81,0 |
| Transport | - | 47,0 | 15,0 | 1,0 | 10,0 | - | 15,0 | 27,0 | - | - | - | 9,0 | 62,0 |
| Commerce | 3,0 | 65,0 | 352,0 | 5,5 | 87,5 | 8,0 | 27,0 | 111,0 | 23,0 | 24,0 | 14,0 | 120,0 | 420,0 |
| Traite | - | 2,0 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 2,0 | 2,0 |
| Commerce local | - | 10,0 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 10,0 | 10,0 |
| Services | 4,0 | 12,0 | 8,0 | - | 4,5 | - | 8,0 | 8,5 | - | - | - | 3,0 | 24,0 |
| Loyers | - | 7 | - | - | - | - | 2,0 | 3,0 | - | - | - | 2,0 | 7,0 |
| T O P A L | 129,0 | 257,0 | 396,0 | 11,5 | 121,0 | 12,0 | 61,0 | 237,5 | 35,0 | 26,0 | 14,0 | 264,0 | 782,0 |
| TRANSFERTS | | | | | | | | | | | | | |
| Administration | - | 205,0 | | | | | | | | | | | |
| Milieux urbain- rural saisonniers | 67,0 | 19,0 | | | | | | | | | | | |
| Pensions, retrait- tes élèves | 1,0 | 10,0 | | | | | | | | | | | |
| T O T A L | 197,0 | 491,0 | | | | | | | | | | | |

III2- TABLEAU D'ECHANGE REDUIT INTRA-ZONAL POUR BEOUMI. (Valeur en millions de francs)

| SECTEURS | Produc. rurale | Produc. semi- disponiurbain | Import. | CONSOMMA. RURALE | | | CONSOMMA. SEMI-URBAL | | | ADMINISTRATIO | | Export. | TOTAL |
|--------------------------------------|-------------------|-----------------------------------|---------|------------------|--------|--------|----------------------|--------|--------|-----------------|--------|---------|--------|
| | | | | Inter- médiai | Finale | Equip. | Inter- médiai | Finale | Equip. | Fonc- tionn. | Equip. | | |
| Cultures industrielles | 220,0 | 11,0 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 231,0 | 231,0 |
| Produits locaux | 141,0 | 10,0 | 6,0 | 21,0 | 54,0 | - | 5,0 | 48,0 | - | 2,0 | - | 27,0 | 157,0 |
| T O T A L | 361,0 | 21,0 | 6,0 | 21,0 | 54,0 | - | 5,0 | 48,0 | - | 2,0 | - | 258,0 | 388,0 |
| Artisanat | 5,0 | 47,0 | 9,0 | 3,0 | 13,0 | 4,0 | 6,0 | 20,0 | 9,0 | 1,0 | - | 5,0 | 61,0 |
| Transport | - | 74,0 | 15,0 | 2,0 | 26,0 | - | 26,5 | 20,0 | - | - | - | 14,0 | 89,0 |
| Commerce | 6,0 | 74,0 | 422,0 | 12,0 | 192,0 | 32,0 | 40,0 | 90,0 | 29,0 | 13,0 | 14,0 | 80,0 | 502,0 |
| Traite | - | 25,0 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 25,0 | 25,0 |
| Commerce local | - | 12,0 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 12,0 | 12,0 |
| Services | 7,5 | 22,5 | 11,0 | - | 12,5 | - | 11,0 | 14,0 | - | - | - | 3,5 | 41,0 |
| Loyers | - | 6,0 | - | - | - | - | 2,0 | 3,0 | - | - | - | 1,0 | 6,0 |
| T O T A L | 379,5 | 281,5 | 463,0 | 38,0 | 297,5 | 36,0 | 90,5 | 195,0 | 38,0 | 16,0 | 14,0 | 399,0 | 1249,0 |
| TRANSFERTS | | | | | | | | | | | | | |
| Administration | - | 151,0 | | | | | | | | | | | |
| Milieux urbain- rural saisonniers | 129,0 | 6,5 | | | | | | | | | | | |
| Pensions retrait- tes, élèves | 1,0 | 10,0 | | | | | | | | | | | |
| T O T A L | 509,5 | 449,0 | | | | | | | | | | | |

III₃ - TABLEAU D'ECHANGE REDUIT INTRA-ZONAL POUR TIEBISSOU. (Valeur en millions de francs)

| SECTEURS | Production rurale disponible | Production semi-urbaine | Importation | CONSOMMATION RURALE | | | CONSOMMATION SEMI-URBAINE | | | ADMINISTRATION | | Exportation | TOTAL |
|------------------------|----------------------------------|-------------------------|-------------|---------------------|--------|------------|---------------------------|--------|------------|----------------|------------|-------------|-------|
| | | | | Inter-médiaire | Finale | Equipement | Inter-médiaire | Finale | Equipement | Fonctionnement | Equipement | | |
| Cultures industrielles | 246,0 | 8,0 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 254,0 | 254,0 |
| Produits locaux | 119,0 | 6,0 | 6,0 | 20,0 | 51,0 | - | 1,5 | 30,0 | - | 1,5 | - | 27,0 | 131,0 |
| T O T A L | 365,0 | 14,0 | 6,0 | 20,0 | 51,0 | - | 1,5 | 30,0 | - | 1,5 | - | 281,0 | 385,0 |
| Artisanat | 14,0 | 30,0 | 12,5 | 2,5 | 10,0 | 4,0 | 3,0 | 13,5 | 10,0 | 0,5 | - | 13,0 | 56,5 |
| Transport | - | 34,0 | 26,0 | 2,0 | 22,0 | - | 23,0 | 11,0 | - | - | - | 2,0 | 60,0 |
| Commerce | 6,0 | 62,0 | 330,0 | 11,0 | 180,0 | 33,0 | 19,0 | 50,0 | 27,0 | 11,0 | 5,0 | 62,0 | 398,0 |
| Traite | - | 27,0 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 27,0 | 27,0 |
| Commerce local | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Services | 7,0 | 11,0 | 6,0 | - | 10,0 | - | 6,0 | 4,0 | - | - | - | 4,0 | 24,0 |
| Loyers | - | 6,0 | - | - | - | - | -2,0 | -3,0 | - | - | - | 1,0 | 6,0 |
| T O T A L | 392,0 | 184,0 | 380,5 | 35,5 | 273,0 | 37,0 | 54,5 | 111,5 | 37,0 | 13,0 | 5,0 | 390,0 | 956,5 |
| TRANSFERTS | Administration | - | 100,0 | | | | | | | | | | |
| | Milieux urbain rural saisonniers | 118,0 | 3,0 | | | | | | | | | | |
| | Elèves, pensions retraites | 2,0 | 3,0 | | | | | | | | | | |
| T O T A L | 512,0 | 290,0 | | | | | | | | | | | |

III₄ - TABLEAU D'ECHANGE REDUIT INTRA-ZONAL POUR SAKASSO. (Valeur en millions de francs).

| SECTEURS | Production rurale disponible | Production semi-urbaine | Importation | CONSOMMATION RURALE | | | CONSOMMATION SEMI-URBAINE | | | ADMINISTRATION | | Exportation | TOTAL |
|------------------------|----------------------------------|-------------------------|-------------|---------------------|--------|------------|---------------------------|--------|------------|----------------|------------|-------------|-------|
| | | | | Inter-médiaire | Finale | Equipement | Inter-médiaire | Finale | Equipement | Fonctionnement | Equipement | | |
| Cultures industrielles | 260,0 | 5,0 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 265,0 | 265,0 |
| Produits locaux | 112,0 | 5,0 | 6,0 | 20,0 | 51,0 | - | 2,0 | 17,5 | - | 1,0 | - | 31,5 | 123,0 |
| T O T A L | 372,0 | 10,0 | 6,0 | 20,0 | 51,0 | - | 2,0 | 17,5 | - | 1,0 | - | 296,5 | 388,0 |
| Artisanat | 5,0 | 18,0 | 15,0 | 2,5 | 10,0 | 3,5 | 6,0 | 9,0 | 6,0 | - | - | 1,0 | 38,0 |
| Transport | - | 60,0 | 14,0 | 2,0 | 24,0 | - | 21,0 | 13,0 | - | - | - | 14,0 | 74,0 |
| Commerce | 6,0 | 38,0 | 276,0 | 11,0 | 188,0 | 30,0 | 21,0 | 36,0 | 22,0 | 5,0 | 2,0 | 5,0 | 320,0 |
| Traite | - | 31,0 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 31,0 | 31,0 |
| Commerce local | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Services | 7,0 | 7,0 | 9,0 | - | 11,0 | - | 9,0 | 2,0 | - | - | - | 1,0 | 23,0 |
| Loyers | - | 2,0 | - | - | - | - | 1,0 | 1,0 | - | - | - | - | 2,0 |
| T O T A L | 390,0 | 166,0 | 320,0 | 35,5 | 284,0 | 33,5 | 60,0 | 78,0 | 28,0 | 6,0 | 2,0 | 348,5 | 876,0 |
| TRANSFERTS | Administration | - | 62,0 | | | | | | | | | | |
| | Milieux urbain rural saisonniers | 121,0 | 2,5 | | | | | | | | | | |
| | Elèves, pensions retraites | 0,5 | | | | | | | | | | | |
| T O T A L | 511,5 | 230,5 | | | | | | | | | | | |

III₅ - TABLEAU D'ECHANGE REDUIT INTRA-ZONAL POUR BOTRO. (Valeur en millions de francs)

| SECTEURS | Production rurale disponible | Production semi-urbaine | Importation | CONSOMMATION RURALE | | | CONSOMMATION SEMI-URBAINE | | | ADMINISTRATION | | Exportation | TOTAL |
|------------------------|------------------------------|-------------------------|-------------|---------------------|--------|------------|---------------------------|--------|------------|----------------|------------|-------------|-------|
| | | | | Inter-médiaire | Finale | Equipement | Inter-médiaire | Finale | Equipement | Fonctionnement | Equipement | | |
| Cultures industrielles | 104,0 | 4,0 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 108,0 | 108,0 |
| Produits locaux | 100,0 | 5,0 | - | 6,5 | 23,5 | - | 0,5 | 7,0 | - | 0,5 | - | 67,0 | 105,0 |
| T O T A L | 204,0 | 9,0 | - | 6,5 | 23,5 | - | 0,5 | 7,0 | - | 0,5 | - | 175,0 | 213,0 |
| Artisanat | 5,0 | 13,0 | 12,0 | 2,5 | 10,0 | 3,0 | 0,5 | 9,0 | 2,0 | - | - | 3,0 | 30,0 |
| Transport | - | 3,0 | 32,0 | 2,0 | 20,0 | - | 5,0 | 7,0 | - | - | - | 1,0 | 35,0 |
| Commerce | 5,0 | 12,0 | 211,5 | 10,0 | 164,0 | 14,0 | 4,0 | 16,0 | 4,0 | 3,5 | 8,0 | 5,0 | 228,5 |
| Traite | - | 4,0 | 6,0 | - | - | - | - | - | - | - | - | 10,0 | 10,0 |
| Commerce local | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Services | 7,0 | 4,0 | 2,0 | - | 9,5 | - | 1,0 | 2,0 | - | - | - | 0,5 | 13,0 |
| Loyers | - | 1,0 | - | - | 1,0 | - | - | - | - | - | - | - | 1,0 |
| T O T A L | 221,0 | 46,0 | 263,5 | 21,0 | 228,0 | 17,0 | 11,0 | 41,0 | 6,0 | 4,0 | 8,0 | 194,5 | 530,5 |
| TRANSFERTS | Administration | - | 54,0 | | | | | | | | | | |
| | Milieu urbain | 128,0 | 4,0 | | | | | | | | | | |
| | rural saisonniers | 0,5 | - | | | | | | | | | | |
| | Elèves, Pensions, Retraites | - | - | | | | | | | | | | |
| T O T A L | 349,5 | 104,0 | | | | | | | | | | | |

III₆ - TABLEAU D'ECHANGE REDUIT INTRA-ZONAL POUR BROBO. (Valeur en millions de francs).

| SECTEURS | Production rurale disponible | Production semi-urbaine | Importation | CONSOMMATION RURALE | | | CONSOMMATION SEMI-URBAINE | | | ADMINISTRATION | | Exportation | TOTAL |
|------------------------|------------------------------|-------------------------|-------------|---------------------|--------|------------|---------------------------|--------|------------|----------------|------------|-------------|-------|
| | | | | Inter-médiaire | Finale | Equipement | Inter-médiaire | Finale | Equipement | Fonctionnement | Equipement | | |
| Cultures industrielles | 23,0 | 1,0 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 24,0 | 24,0 |
| Produits locaux | 27,0 | 3,0 | - | 1,5 | 8,0 | - | 0,5 | 7,0 | - | - | - | 13,0 | 30,0 |
| T O T A L | 50,0 | 4,0 | - | 1,5 | 8,0 | - | 0,5 | 7,0 | - | - | - | 37,0 | 54,0 |
| Artisanat | 1,5 | 4,0 | 5,0 | 0,5 | 3,0 | 1,0 | 0,5 | 3,5 | 1,0 | - | - | 1,0 | 10,5 |
| Transport | - | 2,5 | 9,5 | 1,0 | 7,0 | - | 1,5 | 2,0 | - | - | - | 0,5 | 12,0 |
| Commerce | 1,0 | 7,0 | 60,5 | 2,0 | 40,5 | 3,0 | 1,0 | 10,0 | 2,0 | 3,0 | 2,0 | 5,0 | 68,0 |
| Traite | - | - | 2,0 | - | - | - | - | - | - | - | - | 2,0 | 2,0 |
| Commerce local | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Services | 2,5 | 1,5 | 0,5 | - | 3,0 | - | 0,5 | 0,5 | - | - | - | 0,5 | 4,5 |
| Loyers | - | 1,0 | - | - | 1,0 | - | - | - | - | - | - | - | 1,0 |
| T O T A L | 55,0 | 20,0 | 77,5 | 5,0 | 62,5 | 4,0 | 4,0 | 23,0 | 3,0 | 3,0 | 2,0 | 46,0 | 152,5 |
| TRANSFERTS | Administration | - | 33,0 | | | | | | | | | | |
| | Milieu urbain | 45,0 | 3,0 | | | | | | | | | | |
| | rural saisonniers | - | - | | | | | | | | | | |
| | Elèves, Pensions, Retraites | - | - | | | | | | | | | | |
| T O T A L | 100,0 | 56,0 | | | | | | | | | | | |

III₇ - TABLEAU D'ECHANGE REDUIT INTRA-ZONAL POUR DIABO. (Valeur en millions de francs).

| SECTEURS | Production rurale disponible | Production semi-urbaine | Importation | CONSOMMATION RURALE | | | CONSOMMATION SEMI-URBAINE | | | ADMINISTRATION | | Exportation | TOTAL |
|------------------------|----------------------------------|-------------------------|-------------|---------------------|--------|-------------|---------------------------|--------|-------------|----------------|-------------|-------------|-------|
| | | | | Inter-médiaire | Finale | Equipe-ment | Inter-médiaire | Finale | Equipe-ment | Fonctionnement | Equipe-ment | | |
| Cultures industrielles | 16,0 | 1,0 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 17,0 | 17,0 |
| Produits locaux | 32,0 | 3,0 | - | 2,0 | 9,5 | - | 0,5 | 7,0 | - | - | - | 16,0 | 35,0 |
| T O T A L | 48,0 | 4,0 | - | 2,0 | 9,5 | - | 0,5 | 7,0 | - | - | - | 33,0 | 52,0 |
| Artisanat | 1,5 | 4,0 | 5,0 | 0,5 | 3,0 | 1,0 | 0,5 | 3,5 | 1,0 | - | - | 1,0 | 10,5 |
| Transport | - | - | 11,5 | 1,0 | 7,5 | - | 1,0 | 2,0 | - | - | - | - | 11,5 |
| Commerce | 1,0 | 5,5 | 65,0 | 1,5 | 49,0 | 4,0 | 1,0 | 8,0 | 1,0 | 3,0 | 2,0 | 2,0 | 71,5 |
| Traite | - | - | 1,5 | - | - | - | - | - | - | - | - | 1,5 | 1,5 |
| Commerce local | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Services | 3,0 | 1,5 | 0,5 | - | 3,5 | - | 0,5 | 0,5 | - | - | - | 0,5 | 5,0 |
| Loyers | - | 1,0 | - | - | - | - | - | 1,0 | - | - | - | - | 1,0 |
| T O T A L | 53,5 | 16,0 | 83,5 | 5,0 | 72,5 | 5,0 | 3,5 | 22,0 | 2,0 | 3,0 | 2,0 | 38,0 | 153,0 |
| TRANSFERTS | Administration | - | 33,0 | | | | | | | | | | |
| | Milieux urbain rural saisonniers | 51,0 | 3,0 | | | | | | | | | | |
| | Elèves, Pensions, Retraites | | - | | | | | | | | | | |
| | T O T A L | 104,5 | 52,0 | | | | | | | | | | |

III₈ - TABLEAU D'ECHANGE REDUIT INTRA-ZONAL POUR DIDIEVI. (Valeur en millions de francs).

| SECTEURS | Production rurale disponible | Production semi-urbaine | Importation | CONSOMMATION RURALE | | | CONSOMMATION SEMI-URBAINE | | | ADMINISTRATION | | Exportation | TOTAL |
|------------------------|----------------------------------|-------------------------|-------------|---------------------|--------|-------------|---------------------------|--------|-------------|----------------|-------------|-------------|-------|
| | | | | Inter-médiaire | Finale | Equipe-ment | Inter-médiaire | Finale | Equipe-ment | Fonctionnement | Equipe-ment | | |
| Cultures industrielles | 34,0 | 1,0 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 35,0 | 35,0 |
| Produits locaux | 65,0 | 2,0 | - | 3,5 | 17,0 | - | 0,5 | 6,0 | - | - | - | 40,0 | 67,0 |
| T O T A L | 99,0 | 3,0 | - | 3,5 | 17,0 | - | 0,5 | 6,0 | - | - | - | 75,0 | 102,0 |
| Artisanat | 7,0 | 4,0 | 6,0 | 1,5 | 7,0 | 2,5 | 0,5 | 3,5 | 1,0 | - | - | 1,0 | 17,0 |
| Transport | - | 1,5 | 22,0 | 2,0 | 17,0 | - | 2,5 | 2,0 | - | - | - | - | 23,5 |
| Commerce | 3,0 | 8,0 | 117,0 | 3,5 | 100,0 | 8,0 | 1,5 | 8,0 | 2,0 | 3,0 | 2,0 | - | 128,0 |
| Traite | - | - | 3,0 | - | - | - | - | - | - | - | - | 3,0 | 3,0 |
| Commerce local | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Services | 5,0 | 1,5 | 1,0 | - | 6,0 | - | 0,5 | 0,5 | - | - | - | 0,5 | 7,5 |
| Loyers | - | 1,0 | - | - | 1,0 | - | - | - | - | - | - | - | 1,0 |
| T O T A L | 114,0 | 19,0 | 149,0 | 10,5 | 148,0 | 10,5 | 5,5 | 20,0 | 3,0 | 3,0 | 2,0 | 79,5 | 282,0 |
| TRANSFERTS | Administration | - | 46,0 | | | | | | | | | | |
| | Milieux urbain rural saisonniers | 110,0 | 1,0 | | | | | | | | | | |
| | Elèves, Pensions, Retraites | 1,0 | - | | | | | | | | | | |
| | T O T A L | 225,0 | 66,0 | | | | | | | | | | |

III₉ - TABLEAU D'ECHANGE REDUIT INTRA-ZONAL POUR L'ENSEMBLE DES ZONES.* (Valeur en millions de francs).

| SECTEURS | Production rurale disponible | Production semi-urbaine | Importation | CONSOMMATION RURALE | | | CONSOMMATION SEMI-URBAINE | | | ADMINISTRATION | | Exportation | TOTAL |
|------------------------|---------------------------------|-------------------------|-------------|---------------------|--------|-------------|---------------------------|--------|-------------|----------------|-------------|-------------|--------|
| | | | | Inter-médiaire | Finale | Equipe-ment | Inter-médiaire | Finale | Equipe-ment | Fonctionnement | Equipe-ment | | |
| Cultures industrielles | 958,0 | 46,0 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1004,0 | 1004,0 |
| Produits locaux | 658,0 | 62,0 | 34,0 | 78,0 | 227,5 | - | 14,5 | 187,5 | - | 7,0 | - | 239,5 | 754,0 |
| T O T A L | 1616,0 | 108,0 | 34,0 | 78,0 | 227,5 | - | 14,5 | 187,5 | - | 7,0 | - | 1243,5 | 1758,0 |
| Artisanat | 44,0 | 191,0 | 69,5 | 14,5 | 61,5 | 23,0 | 22,0 | 85,0 | 42,0 | 1,5 | - | 55,0 | 304,5 |
| Transport | - | 222,0 | 145,0 | 13,0 | 133,5 | - | 95,5 | 84,0 | - | - | - | 41,0 | 367,0 |
| Commerce | 31,0 | 271,5 | 1834,0 | 56,5 | 1001,0 | 132,0 | 114,5 | 329,0 | 110,0 | 65,5 | 49,0 | 279,0 | 2136,5 |
| Traite | - | 89,0 | 12,5 | - | - | - | - | - | - | - | - | 101,5 | 101,5 |
| Commerce local | - | 22,0 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 22,0 | 22,0 |
| Services | 43,0 | 61,0 | 38,0 | - | 60,0 | - | 36,5 | 32,0 | - | 4 | - | 13,5 | 142,0 |
| Loyers | - | 25,0 | - | - | 3,0 | - | 7,0 | 11,0 | - | - | - | 4,0 | 25,0 |
| T O T A L | 1734,0 | 989,5 | 2133,0 | 162,0 | 1486,5 | 155,0 | 290,0 | 728,5 | 152,0 | 74,0 | 49,0 | 1759,5 | 4856,5 |
| TRANSPORTS | Administration | - | 684,0 | | | | | | | | | | |
| | Milieu urbain rural saisonniers | 769,0 | 42,0 | | | | | | | | | | |
| | Elèves, Pensions, Retraites | 6,0 | 23,0 | | | | | | | | | | |
| | T O T A L | 2509,0 | 1738,5 | | | | | | | | | | |

(*) - Sont prises en compte dans ce tableau comme les tableaux élémentaires :
- les importations et exportations de chacune des zones vers l'extérieur de la région.
- les importations et exportations d'une zone à l'autre et vers Bouaké.

III₁₀ - TABLEAU D'ECHANGE REDUIT INTRA-ZONAL POUR L'ENSEMBLE DES ZONES.** (Valeur en millions de francs).

| SECTEURS | Production rurale disponible | Production semi-urbaine | Importation | CONSOMMATION RURALE | | | CONSOMMATION SEMI-URBAINE | | | ADMINISTRATION | | Exportation | TOTAL |
|------------------------|---------------------------------|-------------------------|-------------|---------------------|--------|-------------|---------------------------|--------|-------------|----------------|-------------|-------------|--------|
| | | | | Inter-médiaire | Finale | Equipe-ment | Inter-médiaire | Finale | Equipe-ment | Fonctionnement | Equipe-ment | | |
| Cultures industrielles | 958,0 | 46,0 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1004,0 | 1004,0 |
| Produits locaux | 658,0 | 62,0 | 10,0 | 78,0 | 227,5 | - | 14,5 | 187,5 | - | 7,0 | - | 215,5 | 730,0 |
| T O T A L | 1616,0 | 108,0 | 10,0 | 78,0 | 227,5 | - | 14,5 | 187,5 | - | 7,0 | - | 1219,5 | 1734,0 |
| Artisanat | 44,0 | 191,0 | 62,5 | 14,5 | 61,5 | 23,0 | 22,0 | 85,0 | 42,0 | 1,5 | - | 48,0 | 297,5 |
| Transport | - | 222,0 | 131,0 | 13,0 | 133,5 | - | 95,5 | 84,0 | - | - | - | 27,0 | 353,0 |
| Commerce | 31,0 | 271,5 | 1662,0 | 56,5 | 1001,0 | 132,0 | 114,5 | 329,0 | 110,0 | 65,5 | 49,0 | 107,0 | 1964,5 |
| Traite | - | 89,0 | 12,5 | - | - | - | - | - | - | - | - | 101,5 | 101,5 |
| Commerce local | - | 22,0 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 22,0 | 22,0 |
| Services | 43,0 | 61,0 | 35,5 | - | 60,0 | - | 36,5 | 32,0 | - | - | - | 11,0 | 139,5 |
| Loyers | - | 25,0 | - | - | 3,0 | - | 7,0 | 11,0 | - | - | - | 4,0 | 25,0 |
| T O T A L | 1734,0 | 989,5 | 1913,5 | 162,0 | 1486,5 | 155,0 | 290,0 | 728,5 | 152,0 | 74,0 | 49,0 | 1540,0 | 4637,0 |
| TRANSPORTS | Administration | - | 684,0 | | | | | | | | | | |
| | Milieu urbain rural saisonniers | 769,0 | 42,0 | | | | | | | | | | |
| | Elèves, Pensions, Retraites | 6,0 | 23,0 | | | | | | | | | | |
| | T O T A L | 2509,0 | 1738,5 | | | | | | | | | | |

(**) - Les importations et exportations d'une zone de la région à l'autre ne sont pas prises en compte dans ce tableau.

ANNEXE IV

FORMATION ET UTILISATION DES REVENUS

TABLEAU N° IV₁

SOUS-PREFECTURE DE KATIOLA

| FORMATION DES REVENUS | Milieu Rural | Milieu Urbain | UTILISATION DES REVENUS | Milieu Rural | Milieu Urbain | Administration |
|---|--------------|---------------|-------------------------------|--------------|---------------|----------------|
| VALEUR AJOUTEE | 117,5 | 196,0 | CONSOMMATION FINALE | 121,0 | 237,5 | |
| - Impôts et taxes | 8,0 | 11,0 | TRANSFERTS | 21,5 | 42,5 | |
| - Salaires | 6,5 | 12,0 | - externes (salaires voyages) | 5,5 | 1,5 | |
| - revenu brut d'exploitation | 103,0 | 173,0 | - internes | 8,0 | 14,0 | |
| TRANSFERTS PUBLICS | 1,0 | 205,0 | IMPOTS ET TAXES | 8,0 | 11,0 | |
| TRANSFERTS PRIVES | 75,0 | 43,0 | FONCTIONNEMENT | | | 26,0 |
| - externes | 67,0 | 19,0 | EQUIPEMENT | 12,0 | 35,0 | 14,0 |
| - élèves | | 10,0 | | | | |
| - internes (compens. matrimoniales salaires versés à des résidents) | 7,0 | 3,5 | TOTAL | 162,5 | 326,0 | 40,0 |
| | 1,0 | 10,5 | EPARGNE | 31,0 | 78,0 | |
| TOTAL | 193,5 | 444,0 | TOTAL | 193,5 | 404,0 | 46,0 |
| TAUX D'EPARGNE | | | - milieu rural | 16,0 % | | |
| | | | - milieu urbain | 17,0 % | | |

TABLEAU N° IV₂

SOUS-PREFECTURE DE BEOUMI

| FORMATION DES REVENUS | Milieu Rural | Milieu Urbain | UTILISATION DES REVENUS | Milieu Rural | Milieu Urbain | Administration |
|---|--------------|---------------|-------------------------------|--------------|---------------|----------------|
| VALEUR AJOUTEE | 341,5 | 191,0 | CONSOMMATION FINALE | 297,5 | 195,0 | |
| - impôts et taxes | 15,0 | 10,5 | TRANSFERTS | 68,0 | 36,0 | |
| - salaires | 37,0 | 13,5 | - externes (salaires voyages) | 31,0 | 20,0 | |
| - revenu brut d'exploitation | 289,5 | 167,0 | - internes | 21,0 | 16,0 | |
| TRANSFERTS PUBLICS | 1,0 | 151,0 | IMPOTS ET TAXES | 15,0 | 10,5 | |
| TRANSFERTS PRIVES | 150,0 | 32,5 | FONCTIONNEMENT | | | 16,0 |
| - externes | 129,0 | 6,5 | EQUIPEMENT | 36,0 | 38,0 | 14,0 |
| - élèves | | 10,0 | | | | |
| - internes (compens. matrimoniales salaires versés à des résidents) | 15,0 | 2,5 | TOTAL | 416,5 | 279,5 | 30,0 |
| | 6,0 | 13,5 | EPARGNE | 76,0 | 65,0 | |
| TOTAL | 492,5 | 374,5 | TOTAL | 492,5 | 344,5 | 30,0 |
| TAUX D'EPARGNE | | | - milieu rural | 15 % | | |
| | | | - milieu urbain | 17 % | | |

TABLEAU N° IV₃

SOUS - PREFECTURE DE TIEBISSOU

| FORMATION DES REVENUS | Milieu Rural | Milieu Urbain | UTILISATION DES REVENUS | Milieu Rural | Milieu Urbain | Administration |
|---|--------------|---------------|-------------------------------|--------------|---------------|----------------|
| VALEUR AJOUTEE | 356,5 | 129,5 | CONSOMMATION FINALE | 273,0 | 111,5 | |
| - impôts et taxes | 14,0 | 8,5 | TRANSFERTS | 73,0 | 25,0 | |
| - salaires | 43,0 | 9,0 | - externes (salaires voyages) | 34,0 15,0 | 15,0 | |
| - revenu brut d'exploitation | 299,5 | 112,0 | - internes | 24,0 | 10,0 | |
| TRANSFERTS PUBLICS | 2,0 | 100,0 | IMPOTS ET TAXES | 14,0 | 8,5 | |
| TRANSFERTS PRIVÉS | 142,0 | 16,0 | FONCTIONNEMENT | | | 13,0 |
| - externes | 118,0 | 3,0 | EQUIPEMENT | 37,0 | 37,0 | 5,0 |
| - élèves | | 3,0 | | | | |
| - internes (compens. matrimoniales salaires versés à des résidents) | 15,0 9,0 | 1,0 9,0 | TOTAL | 397,0 | 182,0 | 18,0 |
| T O T A L | 500,5 | 245,5 | T O T A L | 500,5 | 227,5 | 18,0 |
| TAUX D'EPARGNE | | | - milieu rural : 20 % | | | |
| | | | - milieu urbain : 18 % | | | |

TABLEAU N° IV₄

SOUS-PREFECTURE DE SAKASSO

| FORMATION DES REVENUS | Milieu Rural | Milieu Urbain | UTILISATION DES REVENUS | Milieu Rural | Milieu Urbain | Administration |
|---|--------------|---------------|-------------------------------|--------------|---------------|----------------|
| VALEUR AJOUTEE | 354,5 | 106,0 | CONSOMMATION FINALE | 284,0 | 78,5 | |
| - impôts et taxes | 14,0 | 5,5 | TRANSFERTS | 75,0 | 19,0 | |
| - salaires | 44,0 | 6,0 | - externes (salaires voyages) | 34,0 16,0 | 12,0 | |
| - revenu brut d'exploitation | 296,5 | 94,5 | - internes | 25,0 | 7,0 | |
| TRANSFERTS PUBLICS | 0,5 | 62,0 | IMPOTS ET TAXES | 14,0 | 5,5 | |
| TRANSFERTS PRIVÉS | 146,0 | 9,5 | FONCTIONNEMENT | | | 6,0 |
| - externes | 121,0 | 2,5 | EQUIPEMENT | 33,5 | 28,0 | 2,0 |
| - internes (compens. matrimoniales salaires versés à des résidents) | 15,0 10,0 | 1,0 6,0 | TOTAL | 406,5 | 131,0 | 8,0 |
| T O T A L | 501,0 | 177,5 | T O T A L | 501,0 | 169,5 | 8,0 |
| TAUX D'EPARGNE | | | - milieu rural : 19 % | | | |
| | | | - milieu urbain : 21 % | | | |

TABLEAU N° IV₅

SOUS-PREFECTURE DE BOTRO

| FORMATION DES REVENUS | Milieu Rural | Milieu Urbain | UTILISATION DES REVENUS | Milieu Rural | Milieu Urbain | Administration |
|---|--------------|---------------|-------------------------------|--------------|---------------|----------------|
| VALEUR AJOUTEE | 200,0 | 35,0 | CONSOMMATION FINALE | 228,0 | 41,0 | |
| - impôts et taxes | 15,0 | 1,5 | TRANSFERTS | 36,0 | 9,5 | |
| - salaires | 12,0 | 1,0 | - externes (salaires voyages) | 10,0 | 7,5 | |
| - revenu brut d'exploitation | 173,0 | 32,5 | - internes | 13,0 | 2,0 | |
| TRANSFERTS PUBLICS | 0,5 | 54,0 | IMPOTS ET TAXES | 15,0 | 1,5 | |
| TRANSFERTS PRIVES | 141,0 | 6,0 | FONCTIONNEMENT | | | 4,0 |
| - externes | 128,0 | 4,0 | EQUIPEMENT | 17,0 | 6,0 | 8,0 |
| - internes (compens. matrimoniales salaires versés à des résidents) | 11,0 | 0,5 | TOTAL | 296,0 | 58,0 | 12,0 |
| | 2,0 | 1,5 | EPARGNE | 45,5 | 25,0 | |
| TOTAL | 341,5 | 95,0 | TOTAL | 341,5 | 83,0 | 12,0 |
| TAUX D'EPARGNE | | | - milieu rural : 13 % | | | |
| | | | - milieu urbain : 26 % | | | |

TABLEAU N° IV₆

SOUS-PREFECTURE DE BROBO

| FORMATION DES REVENUS | Milieu Rural | Milieu Urbain | UTILISATION DES REVENUS | Milieu Rural | Milieu Urbain | Administration |
|---|--------------|---------------|-------------------------------|--------------|---------------|----------------|
| VALEUR AJOUTEE | 50,0 | 16,0 | CONSOMMATION FINALE | 62,5 | 23,0 | |
| - impôts et taxes | 4,0 | 1,0 | TRANSFERTS | 11,5 | 5,5 | |
| - salaires | 1,5 | | - externes (salaires voyages) | 1,0 | 5,0 | |
| - revenu brut d'exploitation | 44,5 | 15,0 | - internes | 5,5 | 0,5 | |
| TRANSFERTS PUBLICS | | 33,0 | IMPOTS ET TAXES | 4,0 | 1,0 | |
| TRANSFERTS PRIVES | 50,5 | 3,5 | FONCTIONNEMENT | | | 3,0 |
| - externes | 45,0 | 3,0 | EQUIPEMENT | 4,0 | 3,0 | 2,0 |
| - internes (compens. matrimoniales salaires versés à des résidents) | 5,0 | | TOTAL | 82,0 | 32,5 | 5,0 |
| | 0,5 | 0,5 | EPARGNE | 18,5 | 15,0 | |
| TOTAL | 100,5 | 52,5 | TOTAL | 100,5 | 47,5 | 5,0 |
| TAUX D'EPARGNE | | | - milieu rural : 18 % | | | |
| | | | - milieu urbain : 28 % | | | |

TABLEAU N° IV₇

SOUS PREFECTURE DE DIABO

| FORMATION DES REVENUS | Milieu Rural | Milieu Urbain | UTILISATION DES REVENUS | Milieu Rural | Milieu Urbain | Administration |
|---|--------------|---------------|---|--------------|---------------|----------------|
| VALEUR AJOUTEE | 48,5 | 12,5 | CONSOMMATION FINALE | 72,5 | 22,0 | |
| - impôts et taxes | 4,5 | 0,5 | TRANSFERTS | 13,5 | 5,5 | |
| - salaires | 1,5 | 0,5 | - externes (salaires voyages) | 1,0 6,0 | 5,0 | |
| - revenu brut d'exploitation | 42,5 | 11,5 | - internes | 6,5 | 0,5 | |
| TRANSFERTS PUBLICS | | 33,0 | IMPOTS ET TAXES | 4,5 | 0,5 | |
| TRANSFERTS PRIVES | 57,5 | 3,5 | FONCTIONNEMENT | | | 3,0 |
| - externes | 51,0 | 3,0 | EQUIPEMENT | 5,0 | 2,0 | 2,0 |
| - internes (compens. matrimoniales salaires versés à résidents) | 6,0 | 0,5 | TOTAL | 95,5 | 30,0 | 5,0 |
| T O T A L | 106,0 | 49,0 | T O T A L | 106,0 | 44,0 | 5,0 |
| TAUX D'EPARGNE | | | - milieu rural : 10 % - milieu urbain : 28 % | | | |

TABLEAU N° IV₈

SOUS PREFECTURE DE DIDIEVI

| FORMATION DES REVENUS | Milieu Rural | Milieu Urbain | UTILISATION DES REVENUS | Milieu Rural | Milieu Urbain | Administration |
|---|--------------|---------------|---|--------------|---------------|----------------|
| VALEUR AJOUTEE | 103,5 | 13,5 | CONSOMMATION FINALE | 148,0 | 20,0 | |
| - impôts et taxes | 14,0 | 0,5 | " Fonctionnaires résidents hors C. | | 5,0 | |
| - salaires | 3,0 | 0,5 | TRANSFERTS | 25,0 | 7,5 | |
| - revenu brut d'exploitation | 86,5 | 12,5 | - externes (salaires voyages) | 2,0 11,0 | 7,0 | |
| TRANSFERTS PUBLICS | 1,0 | 46,0 | - internes | 12,0 | 0,5 | |
| TRANSFERTS PRIVES | 122,0 | 1,5 | IMPOTS ET TAXES | 14,0 | 0,5 | |
| - externes | 110,0 | 1,0 | FONCTIONNEMENT | | | 3,0 |
| - internes (compens. matrimoniales salaires versés à des résidents) | 11,0 | 0,5 | EQUIPEMENT | 10,5 | 3,0 | 2,0 |
| T O T A L | 226,5 | 61,0 | TOTAL | 197,5 | 36,0 | 5,0 |
| TAUX D'EPARGNE | | | EPARGNE | 29,0 | 20,0 | |
| | | | - milieu rural : 13 % - milieu urbain : 33 % | | | |

TABLEAU N° IV₉

Récapitulation Générale

| FORMATION DES REVENUS | Milieu Rural | Milieu Urbain | UTILISATION DES REVENUS | Milieu Rural | Milieu Urbain | Administration |
|---|--------------|---------------|--------------------------------------|---------------|---------------|----------------|
| VALEUR AJOUTÉE | 1572,0 | 699,5 | CONSOMMATION FINALE | 1486,5 | 728,5 | |
| - impôts et taxes | 88,5 | 39,0 | (1) Fonctionnaires résidents hors C. | | 5,0 | |
| - salaires | 148,5 | 42,5 | TRANSFERTS | 323,5 | 150,5 | |
| | | | - externes (salaires voyages) | 118,5 90,0 | 1,5 98,5 | |
| - revenu brut d'exploitation | 1335,0 | 618,0 | - internes | 115,0 | 50,5 | |
| TRANSFERTS PUBLICS | 6,0 | 684,0 | IMPOTS ET TAXES | 88,5 | 39,0 | |
| TRANSFERTS PRIVÉS | 884,0 | 115,5 | FONCTIONNEMENT | | | 74,0 |
| - externes | 769,0 | 42,0 | EQUIPEMENT | 155,0 | 152,0 | 49,0 |
| - élèves | | 23,0 | | | | |
| - internes (compens. matrimoniales salaires versés à des résidents) | 85,0 30,0 | 8,5 42,0 | TOTAL | 2053,5 | 1075,0 | 123,0 |
| | | | EPARGNE NETTE | 408,5 | 301,0 | |
| T O T A L | 2462,0 | 1499,0 | T O T A L | 2462,0 | 1376,0 | 123,0 |

(1) Pour Didiévi seulement, leur consommation a été agrégée à la consommation finale du milieu urbain pour les autres zones.